

# *PROSPER*

21

## **ECOLOGIE / DISTRIBUTISME / USAGES**

*Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers*

---

aux codes-barres, citoyens !

# *de l'achat à l'accès*

pour une gestion écologique et sans crises :  
*un suivi des ressources sans évaluation monétaire*

***L'abolition de la monnaie  
couronne celle des profits monétaires***

**La sortie « D »**  
(*s'emparer de l'outil de distribution*)

***Les cheminées « canon »***

**L'usologie politique**

***CD: Vous avez dit « anticapitaliste »...?***

## **2<sup>e</sup> CD**

**Vous avez dit anticapitaliste...?**

# ***Abolir les profits monétaires***

*le CD joint à ce cahier a été composé à la fin du printemps 2008, alors que la crise n'était pas encore vraiment déclarée.\* Le titre pose une question, le sous-titre y répond.*

*La question interpelle sur l'anticapitalisme de papier en vogue depuis quelques années. Olivier Besancenot l'a récupéré pour affirmer en quoi il diffère des socialistes. Mais les mesures qu'il annonce ? Elles sont toutes branchées sur la redistribution des profits monétaires. Or cette redistribution est le principe même du capitalisme. La rendre « plus juste », lui faire cracher quelques augmentations de salaires, ou réduire les écarts de rémunérations ne changera rien au fond.*

*En toute logique anticapitaliste, les anticapitalistes déclarés devraient donc se rallier au distributisme, seul modèle économique qui, en abolissant les profits monétaires, répond aux aspirations séculaires des travailleurs et en finit avec les crises à répétition du capitalisme.*

*Sur le pur terrain de l'anticapitalisme nous sommes sûrs d'avoir raison : il n'y a d'anticapitalisme qui tienne qu'à condition d'abolir les profits monétaires. Mais cette condition, absolument nécessaire au plan théorique, ne suffit pas encore à garantir des rapports politique justes et pacifiés.*

*Dès son premier numéro **PROSPER** a tenté de corriger le distributisme « historique ». Il s'est opposé au planisme d'Etat comme au « service social », il a mis l'accent sur la maîtrise de leurs usages par les usagers.*

*L'idée d'une comptabilité exclusivement « matière » s'est affirmée de cahier en cahier. La composition du CD reflète cette évolution. Elle fait bien la différence entre le distributisme n°1, avec monnaie, et le n°2, sans monnaie.*

*Mais cette évolution, est-il maintenant nécessaire de la connaître ? A quoi bon expliquer l'économie distributive sous sa forme classique, avec des trucs comme la monnaie émise sans intérêt et qui s'annule au moment du passage en caisse, puisque l'usage des codes-barres a dépassé tout ça ?*

*Ce CD se situe donc à la charnière entre deux moments. Celui où, pour prendre parti pour une économie sans monnaie, et donc sans profits monétaires, il est encore utile de situer ce choix dans une évolution, et celui où, le choix étant fait, la référence au distributisme originel ne semble plus s'imposer.*

*La question aujourd'hui est : devons-nous abandonner l'étiquette distributiste ? Et puisque nous avons sans cesse parlé d'usologie, ne plus apparaître que sous l'étiquette d'usologie politique ? On en reparle tout à la fin de ce cahier...*

Nos abonnés et amis ont déjà reçu sous la forme commerciale (dans un coffret sous cellophane) le CD encarté dans ce numéro 21 en pochette souple. Une bonne moitié d'entre eux l'avaient écouté quinze jours après réception, et parmi eux une autre moitié l'avait déjà reproduit et distribué, en joignant les photocopies du livret et du sommaire.

Sous pochette souple, ce CD est agrafé dans ce cahier au niveau des quatre pages couleur. Nous avons reproduit en noir et blanc le livret et le sommaire et donné des indications pratiques pour l'insertion des copies que vous en ferez soit dans une pochette souple soit dans un coffret plastique (les dimensions diffèrent à cinq millimètres près). Mais vous pouvez aussi nous en demander en nombre, sous une forme ou sous une autre.

**dernière minute !**  
**un nouveau CD**  
**« de l'achat à l'accès »**  
est déjà audible sur  
**www : prosperdis.org**  
**v. à la fin de ce cahier**

\* Nous en avions été prévenus au début de l'année 2008 par Paul Jorion, mais ses prévisions laissaient encore beaucoup d'économistes incrédules.

Ce cahier a été composé fin 2008 début 2009  
avec l'intention de clarifier et d'intervenir  
dans une conjoncture historique marquée par un irréalisme pervers.

1.

*Les gouvernements n'ont pas conscience  
des enjeux de ce qu'ils interprètent comme une crise,  
ou quand ils en ont conscience,  
ils cherchent la sortie avec les moyens qui ont créé l'effondrement.*

2.

*Les partis politiques surfent sur les difficultés ressenties  
du fait du chômage, de l'abandon progressif du service public,  
de la vie chère, etc., pour créer de nouvelles majorités.  
Aucun d'entre eux n'a d'autre modèle social et économique  
à proposer que le modèle actuel,  
fondé sur la croissance des profits monétaires,  
censée soutenir le salariat et apporter la prospérité.*

3.

*Les « alternatives » pour faire des économies de planète  
et gérer la vie quotidienne par gros temps  
conservent le modèle économique dominant.*

4.

*Les critiques envers « le capitalisme »,  
ne vont jamais jusqu'à envisager de le priver de son oxygène :  
l'obligation où il est de faire des profits monétaires.*

Ce cahier a été rédigé dans la perspective.  
de mettre en place une économie  
**sans profits monétaires et sans monnaie**  
seule capable d'épargner au maximum d'usagers  
les effets d'une débâcle économique sans précédent  
et de prévenir le retour des « crises ».

# *La sortie D*



Le triste triomphe du modèle libéral tient à l'usage d'une technique : celle du *prêt à intérêts* qui contraint tout entrepreneur à rendre plus qu'il n'a emprunté et toutes les économies du monde à faire des profits monétaires croissants.

Les effets négatifs de cette obligation sur la vie sociale et l'environnement sont connus. On ne les évitera ni en facilitant l'accès au crédit, ni en abaissant les taux d'intérêt, ni en taxant les transactions boursières, ni en revenant sur l'estimation des actifs au cours du marché, ni en interdisant les parachutes dorés, ni en augmentant le pouvoir d'achat, ni...

Ces saintes mesures ne feront qu'inciter davantage encore à la violence, sociale, économique et écologique.

Ceux qui s'arc-boutent sur leur promotion se comportent en illusionnistes du court terme.

Or, la technique à laquelle ils s'adossent peut être *dès aujourd'hui surclassée* en déconnectant la production des exigences de rentabilité monétaire, comme le préconisait déjà le distributisme « historique ». L'abolition de l'usage même d'une monnaie confère ce projet des avantages politiques, écologiques et sociaux bien supérieurs

Les codes-barres permettent un suivi réel, exclusif, non déformé par les évaluations monétaires, des ressources existantes et des richesses créées. Leur usage peut entièrement se substituer à celui de la monnaie.

Les banques changent donc de mission.

Elles se transforment en banques de données.

Elles prennent en compte la réalité des ressources et richesses (produits et services) disponibles et la cadence à laquelle elles se renouvellent.

Elles y donnent accès aux entreprises comme aux usagers.

Cette nouvelle technique offre aux usagers leur vie durant l'accès aux richesses qu'ils créent, un accès directement garanti sur le résultat de leur travail et celui des machines, sur des produits et services *qui sont là*, sans devoir attendre de réaliser des profits monétaires de leur passage sur des marchés concurrentiels et aléatoires.

Elle relocalise les économies - rend aux peuples le droit de se nourrir eux-mêmes et de produire ce dont ils ont l'usage.

Elle permet de repenser les ressources humaines et naturelles dans un esprit de solidarité.

Les usagers, libérés des aléas de l'Emploi et de la Croissance, sont en position de refuser les travaux inutiles, malsains, mal organisés, qui reproduisent les distinctions de classe et ravagent l'environnement.

# ***L'abolition de la monnaie couronne celle des profits monétaires***

**Elle pacifie les rapports entre les hommes et maîtrise l'empreinte écologique**

Pour sauver le crédit, les Etats se sont introduits dans les banques. Les gouvernements actuels prévoient que leur intervention sera brève. Ils n'imaginent pas d'être balayés par les soulèvements populaires. La prise de pouvoir par des mouvements extrémistes n'est pourtant pas exclue. Or la mise sous tutelle des banques et les dispositifs sécuritaires qui aggravent de jour en jour le contrôle social depuis le 11 Septembre font le lit de nouveaux mussolinisme, hitlérisme ou soviétisme. « Une bonne guerre » offrirait au système une glorieuse planche de salut sur laquelle ensuite danser pendant trente ans.

*Le pire n'est pas sûr....*

Nous n'en tirerons donc pas argument. Mais du retour au point de départ, des cycles d'expansion et de misères massives, l'expérience a déjà été faite plus de vingt fois.

N'est-il pas temps de conclure ?

Généraliser l'usage des codes-barres pour donner accès aux ressources naturelles comme aux richesses créées s'impose pour au moins deux raisons.

1. Sa mise en œuvre en temps de crise aura ***un effet immédiat sur l'accès des peuples au produit de leur travail.***

Dans les pays dits développés, ces richesses sont là. Mais elles ne le sont encore que pour un temps limité. On voit déjà des producteurs protester contre la baisse des cours en détruisant leurs produits devant les caméras ou en les déversant devant les préfectures. Leurs marges étranglées, de plus en plus d'entrepreneurs devront, en toute logique comptable, cesser de produire. Dans les pays dits en voie de développement comme dans les autres, on voit aussi se multiplier les dispositifs de secours en direction des victimes de la guerre économique. En Europe ou en Amérique ces victimes sont en nombre encore relativement réduit. En Afrique elles se comptent par peuples entiers.

Rendre l'accès aux ressources, produits et services localement disponibles, par la voie d'une comptabilité matière directe, sans devoir en faire du profit, abrégera les souffrances de l'attente d'un retour à ce qu'on ose appeler « la normale » !

Effet n°2 : ***l'implication immédiate de tous les usagers dans le processus de production.*** Elle propulsera avec encore plus de force une sortie de crise vers le haut.

Le désir de s'impliquer personnellement dans le processus de production, d'être reconnu comme acteur à part entière, est depuis des décennies au fond de toutes les revendications, avec un mouchoir syndical par dessus (par « réalisme » : n'en demandez pas trop). Les nouveaux moyens seront compris et défendus aussi bien par ceux qui ont toujours connu la misère que par ceux qui constatent tous les jours leur recul économique.

***La démocratie ne se mesurera plus aux voix mais à la capacité de s'investir dans des activités choisies en fonction de leurs profits sociaux, écologiques, économiques.***

Elle se vivra de façon *directe*, en toute lumière, en faisant l'expérience des activités enfin librement choisies. Nul ne sera plus obligé de se soumettre à des activités socialement ou écologiquement perverses, qui n'ont d'utilité que dans l'ordre du profit.

### *Abolir les profits monétaires... la monnaie ! Les gens ne sont pas prêts !*

Et à l'éruption qui se prépare, ils le sont ? Peuvent-ils la contrer avec les moyens qui l'ont déclenchée ? Avec quel argent ? Il est pourri ou se tarit. Pour soigner sa pourriture on en injecte encore dans les banques ! Avec quel argent va-t-on nourrir les millions de chômeurs, continuer de payer les retraites et assurer le service public ? Dans la crise qui s'annonce, l'argent ne peut plus assurer ses fonctions redistributives. C'est le moment de passer aux codes-barres, qui permettent d'avoir une connaissance concrète des choses, des ressources comme des actions, de ce dont elles font usage, dans quel environnement, et de la façon dont elles interfèrent.

*On n'achète plus, on accède à.*

*Ah ? mais... Comment mettre ça en œuvre ? Et qui va...?*

**Sortie D.** « D » comme distributisme, c'est-à-dire sans profits monétaires, et pour faire bon poids : sans monnaie. Voir pages suivantes.

Mais avant, une remarque et un rappel.

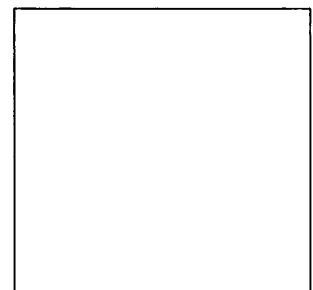
*La remarque :* Avant d'aboutir, les compromis internationaux pour sortir de la crise et relancer la croissance des profits monétaires et la guerre économique par dessus la tête des peuples, ça demande du temps. S'ils aboutissent, ils ne changeront rien au fond. Ils ne seront d'ailleurs acceptés qu'à cette condition, au mépris de ce que les peuples et la planète peuvent supporter. La sortie D sera plus rapide et participative.

*Le rappel :* Fin juin 40, des Français entendent un bonhomme leur remonter les bretelles. Ils ont perdu une bataille, pas la guerre. Ils ne sont pas nombreux à entendre, et moins encore ceux qui aussitôt *reconnaissent* l'idée. Ils la reconnaîtront parce qu'elle est *juste*. Sans distinction de chapelle ou de rang ils se battront *pour elle*, celui qui l'a lancée n'en étant que le symbole.

L'idée d'abolir les profits monétaires et la monnaie, elle est juste et grande à l'échelle de la planète. Elle sera tôt ou tard reconnue, défendue, contre tous les tenants du libéralisme et leurs collabos volontaires ou forcés.

A la violence d'une technique qui oblige à des profits monétaires croissants, nous sommes capables d'opposer des capacités, ressources, expériences encore disséminées.

La guerre des profits monétaires les asservit. Elles n'ont pas été vaincues.



# *en marge*

*Le capitalisme vole de crise en crise. Chaque crise le régénère.  
Pourquoi celle de 2009 serait-elle plus décisive ?*

En raison de la montée en puissance de données irréversibles et insolubles en régime de redistribution des profits monétaires : inadaptation du salariat au nouveau régime de production, inadaptation des systèmes de retraite à ce même régime et à la démographie, insécurité alimentaire ou médicale. Les profits de l'économie réelle ne représentent plus qu'un cinquième de ceux qui proviennent de la spéculation sur les matières premières, de la cote des sociétés en Bourse ou des produits financiers. Les réformes s'entrechoquent... Nous en arrivons au moment où *personne n'y croit plus*.

Pour que ça cristallise en « on arrête », encore faut-il se rendre compte que *les procédés, l'esprit* pour faire autre chose, sont déjà là.

*Les procédés...* Un jour tu demandes à la caissière comment s'appelle l'appareil qu'elle dirige vers les articles : *une douchette*. Tu découvres un outil à côté duquel tu passais depuis des lunes : *les codes-barres*, l'usage qu'on en fait déjà partout pour reconnaître les articles, gérer les stocks. Grâce à ces codes-barres - et on peut encore trouver encore mieux - on pourrait déjà supprimer l'usage de monnaie. Alors, puisqu'on peut s'en passer ?

*Pour l'esprit*, observe tout ce que nous sommes déjà capables de faire en marge du système. Cette inventivité, une inventivité aujourd'hui motivée par des compensations, revanches, réparations, pourrait s'employer autrement et en grand ! Nos capacités de *donner* peuvent s'employer autrement qu'à faire du rattrapage !

A partir de ces deux données, tu entrevois une toute nouvelle société.

*A l'exercice le distributisme nous a rodés ! Mais au final, ce n'est plus du distributisme ?*

Historiquement, concernant des sociétés complexes, le distributisme est le premier modèle qui permet d'échapper aux profits monétaires. **Tout modèle qui propose de les abolir ou subordonne l'appropriation des moyens de production à celle des moyens de (re)distribution doit donc être qualifié de distributiste.** Mais le qualificatif est superflu.

*Mais encore une fois, qu'est-ce qui va décider, et qui, de la mise en œuvre ?*

...D'abord et avant tout : ce qu'elle a de juste. Ce n'est pas le nombre qui doit décider de la justesse d'une idée. C'est ce qu'on attend de juste d'une expérience qui doit décider d'agir en nombre. L'idée juste réunit. L'invention des moyens suit.

L'ensemble des ennuis qui s'annoncent exige de trouver d'urgence un traitement non monétaire, non monétarisable, qui permette un accès direct aux choses et de les renouveler sans en faire de profits. « La finale Argentine » nous arrive dessus au galop. Vous avez vu comment s'est terminée l'expérience que les Argentins ont fait des monnaies locales ? Alors...

**« La sortie D... »**  
Vous préférez « Plan » ?

\*\*\*\*\*

# *La sortie D*

*En caractères gras, principes et buts.  
En italique les actions à prévoir.*

## □ 1. L'infrastructure informative

**Par aires de plus en plus étendues, les banques recensent toutes les informations concernant les ressources naturelles, les produits et services disponibles.**

*Transfert aux banques locales des comptabilités « matière » (sans référence à la valeur marchande) dont toutes les entreprises et administrations font couramment usage. Reclassement de ces données pour les rendre compatibles. Interconnexion entre banques.*

**La liberté d'accès à ces données à partir de n'importe quel ordinateur de la planète est garantie comme une liberté politique.**

## □ 2. Accès des entreprises aux ressources matérielles

**Les banques gèrent la distribution des ressources et des produits et services.**

**Elles le font en fonction de critères « prudentiels » tels que la cadence à laquelle les ressources et les richesses créées peuvent se renouveler, ou de la compatibilité des usages qui en sont faits, prenant en compte les transports, l'énergie, les recyclages, mais aussi les identités locales.**

*Généralisation progressive et ajustement continu de ces critères.*

**Les entreprises et candidats à la création d'entreprises ont accès à toutes les ressources, produits et services disponibles sous réserve de satisfaire à un cahier des charges incluant certaines conditions d'organisation, d'expérimentation et d'éducation (voir plus bas).**

*Les entreprises existantes doivent satisfaire aux critères prudentiels.*

*Reconversion de celles qui n'avaient d'autre but que le profit monétaire.*

## □ 3. Accès des usagers aux richesses créées

**Le droit d'accès des usagers aux richesses créées est libre et égal. Il ne dépend plus ni des revenus ni des prix mais de la disponibilité des ressources, produits et services, et de la cadence de leur renouvellement.**

**Les usagers ne « dépensent » plus : ils n'ont plus à verser d'argent ni fournir des tickets en échange de ce dont ils ont l'usage. Ils n'ont aucun besoin personnel de savoir ce que les cartes d'accès (anonyme) mises à leur disposition « contiennent ». Ces cartes ne se « vident » d'aucun pouvoir d'achat individuel monétairement mesuré. Elles se « remplissent » d'indications (codes-barres) en prise directe et exclusive avec la réalité matérielle et le renouvellement de ce dont l'ensemble des usagers ont l'usage. Quand les produits ou services risquent de manquer, elles refusent d'en renouveler l'accès.**

*Conception et fabrication de ces cartes d'accès. Elles dispensent de débattre des écarts de revenus. Il est plus facile et rapide de les mettre en œuvre d'une manière universelle que de créditer les usagers avec des monnaies différentes pour l'accès à des produits et services circonscrits (alimentation, équipement, médicaments...).*

*Gestion des cadences de renouvellement.*

## □ 4. La perspective expérimentale

Toute entreprise est un lieu de recherche *usologique* : à travers les produits et services auxquels elle se consacre, elle interroge les sociétaires sur *les usages* qu'elle propose, prolonge, modifie ou abolit, et les situe dans l'histoire générale des *usages* par lesquels les peuples ont de tout temps converti les contraintes de survie (les *besoins*).

La maîtrise de leur usages par les usagers ne peut en faire une qu'à condition que le processus de production puisse être continuellement révisé et arrêté du fait de l'insuccès de ce qu'il apporte, d'incohérences ou du non-respect du cahier des charges. Elle ne peut se faire qu'*expérimentale*.

*Etude et essai permanent, expérimental, de cahiers de charges, incluant les conditions de révision et d'arrêt, de participation des personnes qui s'investissent dans l'entreprise, à titre ponctuel ou durable. Sera particulièrement étudié le report de participation des usagers d'une entreprise à l'autre en cas d'urgence, et donc la capacité pédagogique de l'entreprise : les moyens qu'elle offre d'enrichir et d'y « transversaliser » les connaissances pratiques et théoriques).*

## □ 5. Investissement des usagers dans la production

Les usagers ont tous un droit égal à juger des expériences en cours. Ils doivent trouver autant d'intérêt à « papillonner » d'une entreprise/expérience à une autre que d'y rester pour approfondir les recherches qui y sont menées. L'intérêt de la recherche sociale (ci-devant « production ») et des conditions dans laquelle elle a lieu sont les seuls motifs de participation reconnus.

*La lisibilité de la reconduction ou du renouvellement des usages signe une démocratie d'un tout autre type. Du fait de l'abolition de la monnaie, la création des richesses ne dépend plus des profits monétaires qu'on en retire. L'accès des usagers à ces richesses ne dépend plus du salariat mais de ce que l'expérience a humainement et environnementalement de positif.*

## □ 6. La démocratie des usagers

Ce n'est pas le nombre d'usagers qui doit décider d'entreprendre ou de poursuivre une expérience mais son intérêt propre, les ressources disponibles, la cadence de leurs renouvellement, les conditions dans lesquelles elle sera menée et la comparaison entre les effets attendus et les résultats. Dans la démocratie des usagers, tous sortent « gagnants » des expériences auxquelles ils se consacrent ou dont ils sont témoins.

*Débats à prévoir sur la violence instituée par l'électoralisme, « la démocratie » réduite à la fabrication de majorités, comment la maîtrise des usages a été confisquée par les profits monétaires ou électoraux, par les hiérarchies de revenus.*

## □ 7. Relations régionales, interrégionales et internationales

Le recensement des ressources par les banques favorise le redémarrage des cultures locales avec les moyens locaux. Le partage de certaines techniques, des inventions, l'impossibilité de vivre absolument en autarcie, conduisent à échanger des ressources et des richesses et donc à mener des expériences dont d'autres régions peuvent bénéficier.

*Interconnexion des sources d'informations.*

*Abolition des brevets. Codes de partage.*

\*\*\*\*\*

Si on abolit les profits monétaires...  
le salariat... la monnaie...

## *Que devient la production ?*

*Dans une société sans profits monétaires et sans monnaie, où l'entrepreneur est libéré des profits monétaires et le travailleur du salariat, comment garantir que la production d'utilité générale soit assurée ?*

*La question a été à nouveau débattue à Vannes le 20 Novembre 2008.*

*Les participants ont accepté de raisonner dans la perspective du modèle envisagé. Il est vite apparu que, pour répondre aux contraintes de la production et tirer parti des nouvelles libertés, il fallait repenser « l'organisation du travail » et « l'éducation » - en usant des termes qui sont ceux d'aujourd'hui - mais aussi mettre à jour toute une série de capacités et de droits que nous n'avons encore jamais reconnus ou osé revendiquer.*

*Quelques éléments pour renouveler et enrichir le débat, suivi d'une liste, non exhaustive, d'études à entreprendre.*

Une société sans profits monétaires et sans monnaie est la seule façon de réaliser ce qui semble l'idée de base de la démocratie ou du socialisme, à savoir que n'importe qui a son mot à dire et la capacité d'intervenir dans la production, qu'on la prenne sous l'angle des travaux d'utilité générale ou celui des représentations.

La maîtrise de leurs usages par les usagers et le droit pour chacun de s'investir dans les activités de son choix sont intimement liés. Et ne peuvent devenir réels qu'à condition de décloisonner les actifs et les activités.

C'est dans cette optique que nous tentons de reconstruire tout ce que nous avons connu et croyons savoir en matière de travaux d'utilité générale. Il n'y a de tâches dégradantes que parce qu'on peut y astreindre des travailleurs dégradés par le salariat. Tout le monde n'est pas capable de faire n'importe quoi au pied levé, mais nous sommes tous capables de comprendre « ce qu'il faut pour le faire ».

*Dans les conditions actuelles, déjà, force est de reconnaître que, sans y avoir jamais été formellement préparés, nous sommes capables à tout moment de mobiliser notre attention et notre participation éventuelle à n'importe quelle entreprise à partir de trois (au moins) potentiels d'observations et d'interventions.*

### **Le potentiel usologique.**

Soit un objet X. Que nous n'en ayons jamais vu de semblable ou qu'il fasse partie de la gamme des objets familiers, nous lui appliquons une grille de lecture qui a pour effet de le « classer » ou l'envelopper d'un certain nombre d'hypothèses à vérifier. D'une manière toute spontanée, nous reconnaissons ou cherchons si son origine est naturelle ou humaine, quels sont ses composants matériels. Notre intelligence (regard, attention) s'oriente vers ce genre d'informations et nous conforte ou nous étonne de ce qu'elle « voit ». On peut décomposer son travail en trois sous-logiciels.

a.

Cette chaise est en bois, elle a un dossier et un siège en paille. Elle a des pieds en métal. On l'a moulée en plastique... Ces données en impliquent d'autres, relatives aux endroits où elle se fabrique et qui la fabrique. En bref, ce premier sous-logiciel s'oriente vers ce qu'il faut pour faire cette chaise et plus précisément ici, vers ce dont cette chaise fait usage pour exister (en usologie : cas « sujet »).

b.

Un autre logiciel fonctionne simultanément. Il s'intéresse à l'environnement dans lequel l'objet ou l'action s'intègrent, les provoque ou réagit à leur possibilité. Il reconnaît si l'objet, le geste, ont bien là leur place. Un siège Louis XIII au milieu

d'une salle de conférence, une intervenante en bikini ça fait drôle. L'observation se fait attentive à l'environnement, l'écologie des usages, leur cohérence, leurs contradictions. Au moment de nous habiller, quand nous faisons à manger, quand nous achetons un meuble, nous nous inquiétons de savoir si « ça va avec » ou pas. Nous relevons l'usage fait de l'objet observé. Celui-ci n'est plus considéré comme le sujet de l'usage, mais comme son « complément ». La forêt prime sur l'arbre, le marché sur le produit, la mode sur la veste, etc.

c.

Troisième logiciel : il anticipe sur d'autres emplois et un ou d'autres environnements.

Nous sommes capables d'imaginer ou d'improviser des substitutions de matériaux : ex. de sièges en plastique, ou des robes en papier, comme en proposa Paco Rabane. Nous sommes capables d'envisager d'autres environnements, qui introduiront d'autres contraintes et usages.

*Dans les trois cas, notre observation porte sur des usages, des manières de faire, qui pour l'instant sont celles-là, dans un environnement donné. Nous n'en connaissons pas l'histoire d'une manière précise. Nous ne savons pas exactement depuis quand le siège à quatre pieds a supplanté le siège à trois. Mais si on nous fait entrevoir qu'il a fallu pour cela que les sols plats se généralisent et nous demande de trouver d'autres exemples, nous pensons aussitôt aux papiers peints ou la façon dont telle espèce de poisson, de crustacé ou d'algue font le vide dans tel lac ou sur tel littoral. Nous mobilisons tout à coup plein d'observations, de savoirs, de capacités acquis à notre insu !*

### Le potentiel « organisation »

Il s'agit ici de l'enchaînement des causes et des effets. Au premier coup d'œil, nous voyons que quelqu'un s'y prend « comme un manche » ou économise ses moyens. Parents, copains, profs, observent et préviennent. Les corps de métiers, les ingénieurs, s'emparent de ce genre d'observations, les systématisent ou « rationalisent ».

Dans les tâches qui nous incombent, nous disposons et développons continuellement des capacités d'organisation, d'économie en moyens et en actions. La résistance spontanée au taylorisme (à la parcellisation des tâches) résulte en fait de ce « paquet » d'observations. Si nous préférons conserver un certain flou dans l'exécution plutôt que d'agir et réagir comme des machines, ce n'est certainement pas pour en faire moins mais bien plutôt en fonction d'une recherche d'efficience supérieure globale qui ne peut être atteinte si les droits du travailleur (à l'initiative, à son tempo personnel, etc.) ne sont pas respectés.

*Dans ce potentiel particulier on retrouve les trois degrés « usologiques » ci-dessus.*

- a. Qu'est-ce qu'il faut pour bien le faire, pour mieux le faire. Pour améliorer les techniques ou usages liés à tel usage.*
- b. Dans quel environnement (d'usages) ça s'applique bien, moins bien.*
- c. Qu'est-ce qui pourrait changer dans les façons de faire usage de... et dans l'environnement...*

Ce potentiel « organisation » se construit dès nos premières expériences. « Bébé » enchaîne les opérations, les situations, apprend à se servir de ses mains (et de ses parents !). Ce potentiel est très surveillé, suréduqué, même, sur certains points, en fonction des contraintes locales d'hygiène, de rapports avec autrui, de préparation aux techniques « utiles » (lire, utiliser un clavier, etc.).

Ces surveillance et suréducation canalisent les potentiels d'une manière exclusive vers ce qui est reconnu comme utile, mais elles les font de loin en loin comme exploser. Car ces potentiels contenus pour agir « correctement » ne se sclérosent pas pour autant. Les gratifications et bonnes notes qui récompensent « les progrès » attendus sur des points portant sur des compétences de plus en plus étroites n'empêchent ni les cracks ni les cancres de développer, en marge, des potentialités qui les étonnent tout les premiers quand ils doivent faire face à des situations inattendues.

« Ils » ne savent plus rien faire, « ils » ne s'intéressent à rien... Le désespoir des profs et des patrons est à la mesure de l'erreur de construction d'une société où l'élève-travailleur n'est reconnu qu'en tant qu'agent de profits monétaires suffisants ou supérieurs. Dans une société sans profits monétaires et sans monnaie, la productivité peut au contraire tabler sur l'implication des usagers dans les activités de leur choix et sur le désordre même qui peut résulter d'une inventivité libérée. N'ayant plus de contrôle extérieur, les travailleurs seront d'autant plus lucides (et responsables) quant à leurs résultats (*cf. ci-dessus la remarque sur le taylorisme*).

### Le potentiel de don

Troisième ensemble de dispositions : notre attention aux situations bloquées, réductrices, contre-productives. Nous relevons et prévenons sans cesse en paroles ou en actes des contre-utilités et contre-utilisations et nous portons volontiers au secours. Les militants associatifs, les réformateurs et créatifs politiques, les écolos, travailleurs sociaux, pompiers, la police et l'armée, les médecins, les amateurs de jeux collectifs - et les maffieux aussi ! - partagent un certain sens du bien faire, du devoir, sans ménager leur temps, leurs efforts, parfois au risque de leur vie (ou au péril de celle des autres !).

Les hommes (pas seulement eux !) font société sur la base d'un potentiel de don. Chacun y apporte du mieux-faire, du mieux-être, desserre des contraintes. La réciprocité des cadeaux n'en sont qu'un cas particulier.

Ce potentiel implose aujourd'hui dans le « rattrapage » d'un modèle inhumain par construction (puisque il repose non sur le potentiel humain mais sur celui des profits monétaires).

Quelle que soit l'organisation technique ou sociale (et le modèle social et économique dont nous essayons de faire comprendre l'intérêt n'y échappera pas) le don fonctionne sur la base du rattrapage, pourachever de libérer les possibilités locales ou *desserrer les contraintes*, « remettre les

chooses sur pied », « introduire de l'huile dans les rouages ».

La capacité de don est aujourd'hui polarisée, confisquée par la recherche de profits monétaires (le nerf de la guerre). Dans une société sans profits monétaires et à fortiori sans monnaie, cette polarisation, n'a plus lieu d'être. La prévention se transforme. L'inventivité n'a plus à s'employer, comme aujourd'hui, à ménager des niches de survie, à financer des aides par les profits acquis par les dégâts. La solidarité peut s'exercer d'une manière *créative*, en prise directe avec les ressources humaines et matérielles disponibles, par l'*expérience* de nouvelles façons de tirer parti des ressources humaines et planétaires.

## L'expérienciation permanente

La vie de chacun, l'histoire, ne font qu'une successions d'expériences. Elles ne sont reconnues comme telles qu'après, quand les conditions ont changé (au changement desquelles elles ont elles-mêmes travaillé), et généralement considérées comme une suite d'échecs, mais pourquoi ? Parce que chaque expérience se voulait en accord avec un ordre supérieur (édicté par les Dieux ou Dieu) ou indépassable (le Marché). Elle était coincée dans une idéologie qui la niait en tant qu'expérience et la changeait, obligeait à la vivre « en vérité ».

En cette vérité on voulait, on veut encore et toujours croire. Qu'il commande ce qu'il fait (en ait tout au moins l'impression) ou doive s'y plier, l'usager « oublie » que, de ce qu'il fait, il fait l'expérience, et que celle-ci consiste en un certain nombre d'usages assemblés (comme les couleurs font un tableau !). Il « croit » en chacun d'eux et en leur ordonnance. Il s'en fait une religion.

Il l'oublie d'autant plus... impérativement que chacun des usages qui composent l'ensemble s'impose à lui ou lui est imposé pour des raisons vitales : s'il ne collabore pas à la domination des maîtres, à la concurrence économique et l'évolution technologique, tant pis pour lui (et sa classe). Ainsi la démocratie (en clair : la maîtrise de leurs usages par tous les usagers sans distinction) est-elle constamment bafouée.

Voyons bien par ailleurs *que toute société se singularise par la façon dont elle transforme les besoins de base* (se nourrir, se vêtir, etc.) *en usages qui sont autant d'expériences locales*. L'inventivité dans ce domaine est sans bornes. Elle explique la diversité des cultures. Lesquelles tendent à s'homogénéiser depuis que l'économie de marché standardise les solutions les plus concurrentielles en fonction de cela seul qui doit compter : le profit monétaire.

*Une société sans profits monétaires et sans monnaie offre un champ nouveau à la création de nouveaux usages et à la maîtrise de leur expérience. Elle offre donc un champ concret à l'exercice de la démocratie.*

*Cette maîtrise ne peut toutefois en faire une digne de ce nom que dans la mesure où une expérience, quelle que soient ses dimensions, peut à tout moment être lancée et abandonnée en fonction de critères propres à cette expérience, à ce que les expérimentateurs individuels ou collectifs en retirent, à son efficacité, et non plus de motifs imposés du dehors (par la famille, les proches, les puissants de l'heure, des décisions prises à la majorité ou des bilans monétaires).*

Limitons-nous au cas d'une entreprise ou expérience ayant un caractère collectif.

Si on veut, en effet, qu'elle soit réellement contrôlée (qu'elle bénéficie de critères de vérification aussi sérieux que ceux auxquels une expérience de labo est soumise) :

- elle doit toujours être considérée comme provisoire et soumise périodiquement à discussion.

- les logiciels signalent en temps réel les excès et débordement (et pourquoi pas les avantages), opèrent, au vu et su de tout le monde, un contrôle tout machinique et dont les critères peuvent eux-mêmes toujours être discutée.

- décider de la poursuivre ou non ne doit pas se faire « à la majorité », fût-elle qualifiée, mais à l'essai, ce qui implique, reconnaissions-le, une tout autre attitude par rapport à l'action.

- son adoption en d'autres lieux est soumis aux mêmes conditions prudentielles.

Dans ce même cas d'une entreprise d'intérêt collectif, brossons à grands traits comment pourrait être lancée quel serait le mode de fonctionnement.

□ 1. Au moment de sa création, et tout au long de son expérience, les ressources matérielles et humaines nécessaires s'inventorient au plus près, sans faire intervenir l'évaluation monétaire, grâce à l'usage exclusif des codes-barres. Des dispositifs « prudentiels » permettent de prévenir les défauts d'approvisionnements, les doubles-emplois, etc.

□ 2. Elle doit satisfaire aux exigences d'un cahier des charges comprenant *le suivi de ses effets sur l'environnement social et naturel*, mais aussi (ou donc) *sa capacité à intégrer à tout moment des acteurs provisoires, la circulation des usagers d'une entreprise à l'autre*, de telle sorte qu'ils puissent partout faire part et bénéficier des

expériences faites ailleurs. L'esprit général de ce « cahier » est que toute entreprise est *un lieu de formation et de culture* et déborde largement les tâches à effectuer dans ce secteur précis et les situe dans le cadre de *l'évolution des usages en général et des usages techniques sur lesquels ils prennent appui*.

Contrairement à la situation qui prévaut depuis l'avènement de la démocratie, l'entreprise n'est plus tenue à distance des lieux de décision, forcée d'influencer le gouvernement par des actions de lobbying. Elle devient un lieu de décision à part entière, d'exercice d'une démocratie vécue en prise directe avec l'expérience.

## A l'étude...

Dans cette perspective, que deviennent les trois points auxquels nous avons fait référence en introduction ?

### **De l'usologie spontanée à l'usologie méthodique.**

Ce que notre attention spontanée aux manières de faire produit de positif peut être amélioré en en faisant une application méthodique, comme vous pouvez déjà le vérifier sur vous-même depuis que vous avez lu les a., b., c. ci-dessus !

Vaste chantier, à ne surtout pas abandonner aux « pros » de la pédagogie et reconstruire l'attention aux choses, aux faits, sur de tout autres bases et dans de nouvelles perspectives...

*Il n'y a de mise en observation digne de ce nom que celle qui porte sur des manières de faire, ou usages. La façon dont nous qualifions les gens et les choses, dont nous disons comment elles « sont », en fait elle aussi un certain usage, dans un certain environnement, etc.*

*En prendre conscience conduit à pacifier notre rapport au monde : elle permet de corriger la violence faite aux hommes comme aux choses par des interprétations (naturalisantes, essentialistes) qui se veulent définitives et nous changent en petits soldats.*

### **Le potentiel « organisation »**

L'aspect technique, matériel, des activités, est aujourd'hui instrumentalisé par les impératifs monétaires : concurrence économique, réduction des coûts, salaires supérieurs. La réduction de leur travail à du boulot n'a jamais pu empêcher les travailleurs d'être attentif à des détails étiquetés techniques qui constituent en fait une littérature à part entière, où certaines réalisations, audaces, formes, nous éblouissent au même titre que des œuvres d'art répertoriées sous le nom de romans, poèmes, tableaux, sculptures, ballets. Ce genre d'attention peut encore s'enrichir, et la puissance

créatrice (expérientielle) des usagers multipliée d'autant dans tous les domaines.

### **Le potentiel de don**

A tout moment déjà nous sommes capables de nous porter au secours... de participer à... mais le plus souvent empêchés par les horaires du salariat et les limites de nos appointements. Nous sommes déjà capables de nous investir dans le partage de nouvelles techniques, des opérations inattendues. A fortiori dans une société où l'investissement n'est plus mesuré par le salariat. Souvenez-vous des volontaires qui se sont portés en masse pour dépolluer les plages sans penser aux risques auxquels ils s'exposent...

L'égoïsme, l'« intérêt », n'ont rien de fatal !

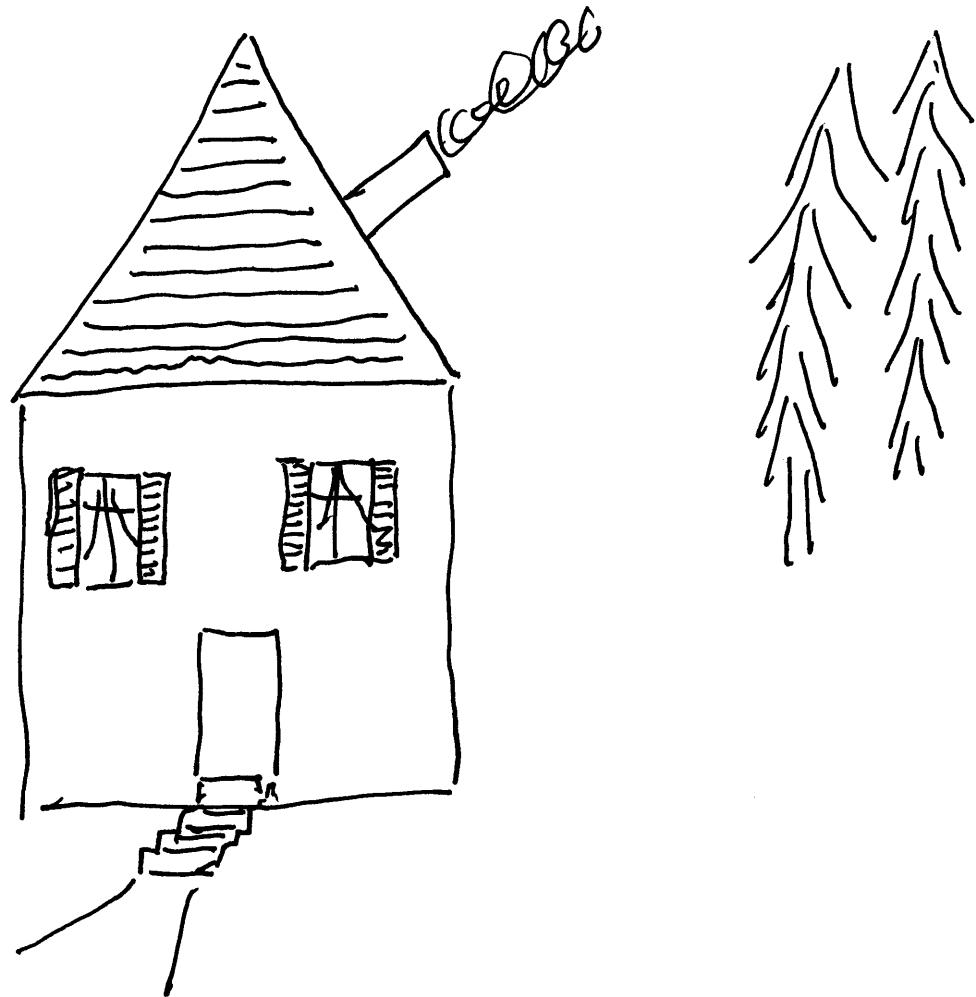
### **L'hypothèse d'une société délivrée du salariat engendre souvent une sorte de panique.**

*Toutes les obligations auxquelles nous sommes tenus et qu'on se fait une gloire de satisfaire... Ne plus être commandé par les profits, ne plus avoir à transformer n'importe quoi en marchandise, et soi par la même occasion)... Plus d'épée dans les reins, plus de patrons à vomir.*

*Mais alors... on va s'ennuyer ?*

*Et si c'était le contraire ?*

*Chacun s'en convaincra, pour peu qu'il accepte de retourner pour le bien commun les dispositions et moyens aujourd'hui gâchés par les profits monétaires et l'usage de la monnaie.*



# *Les cheminées*

## **« canon »**

*Demandez à un enfant de dessiner une maison. Jusqu'à sept-huit ans, il vous la dessine avec une toiture en accent circonflexe, deux yeux-fenêtres de part et d'autre d'une porte placée là comme un nez ou une bouche. Un chemin-barbe descend jusqu'au bas de la feuille.*

*La cheminée se tient toute droite comme une plume sur le chapeau.*

*...Que voilà un brave dessin d'enfant, un enfant qui dessine comme un enfant : il dessine ce qu'il sait, ce qu'il faut savoir, pas ce qu'il voit. Votre petit cheri sait que les maison ont un toit, des fenêtres et au moins une porte d'entrée. Il n'oublie pas le chemin de sortie et d'accès. Ni la cheminée.*

*Mais qu'est-ce qui se passe ? Sur les bouts de papier qu'il réclame pour ses dessins apparaissent tout à coup des maisons avec une drôle de cheminée. Elle n'est plus droite comme un I. Elle est penchée à 45°, perpendiculaire non plus au sol mais à la pente du toit !*

*Quand vous voyez arriver ça, tâchez de vous taire. Ou si vous interrogez l'artiste, faites-le avec précaution. Car la pente de sa cheminée est bien évidemment fautive, mais la « faute » s'inscrit dans un nouveau savoir, qui a trait, figurez-vous, à certaines relations entre les choses et les personnes.*

*Que votre cœur bondisse donc de joie ! Votre gosse est en train de distinguer la verticale (absolue) de la perpendiculaire (relative) qu'il/elle applique au rapport de la cheminée à la toiture. Ce qui vous explique la cheminée « canon ». Tant pis pour l'honneur des cheminées, tant mieux pour le fruit de votre ADN, dont l'intelligence vient de franchir un stade ou est en passe de le franchir. Elle va bientôt, cette intelligence, enjamber toutes les difficultés de « la » division, des accords (rapports) du sujet avec le verbe, du nom avec l'adjectif et même du participe passé (« rapporté » au verbe « avoir » ou au verbe « être ») !*

*...Mais pourquoi PROSPER s'intéresse-t-il soudain aux cheminées-canons ?*

*Parce qu'il lit plein d'articles qui te vous lui dessinent tout, tout, tout ce qu'on sait du capitalisme, avec de merveilleuses cheminées-canons : perpendiculaires à la pente « du » capitalisme-que-nous-savons, que-vous-savez, mais qui falsifient ce qu'il faudrait quand même VOIR (observer) plutôt que SAVOIR.*

*Première attitude : leur dessin est faux ? Qu'est-ce qu'il leur prend ?  
Deuxième : Voilà, enfin, ils sont en train de changer de « stade » !  
Illustrations. La première, par un article de Paul Jorion, paru dans Le Débat de Sept.-Octobre 2008 et reprise dans PARTAGE\*, où nous l'avons découvert.*

\* PARTAGE, mensuel d'information, qui écrème les meilleurs articles et ouvrages sur le chômage, l'emploi, l'exclusion, le syndicalisme, la protection sociale, l'économie solidaire. Maurice Pagat, fondateur.  
96 pages 23x30. 10 euros. Contact : 6 rue B. de Born, 24800 – THIVIERS, 05 53 62 07 51

## « L'après-capitalisme s'invente aujourd'hui »

Paul Jorion<sup>1</sup> commence son article par une image qui renouvelle enfin celle du papillon austral capable de déclencher un ouragan en Floride : il choisit le « soliton », vague énorme, décelable par satellite, qui condense en une onde unique une foule d'ondelettes.

« C'est à un phénomène semblable que nous assistons aujourd'hui avec la crise qui nous engloutit : une multitude de dysfonctionnements ici et là dans la manière dont nous avons réglé le monde – ou dont nous l'avons laissé se régler lui-même – et qui se sont accumulées en un gigantesque soliton dévastateur. »

Le surgissement de ce soliton-là a été facilité un ultra-libéralisme qui, privé d'adversaire, depuis la chute de l'empire soviétique, a déferlé sur la planète. Il a dérégulé les marchés, privatisé les dernières entreprises nationalisées, étendu le principe de la privatisation à des services tels que l'eau, le gaz... Passons.

Le capitalisme de marché est-il entraîné à son tour dans un processus de décomposition comparable à celui qui signa il y a vingt ans la liquidation du capitalisme d'Etat de type soviétique ?

Trois faits viennent à l'appui de cette prévision. 1. le degré de dégradation de la finance, qualifié par l'auteur de « système sanguin de l'économie ». Les instruments ou appareils récemment privilégiés par la finance, comme les fameux « effets de levier », pour n'en citer qu'un, tombent tous en panne. On commence à le savoir : le crédit, soutenu par la financiarisation tous azimuts directement ou non, tombe en panne. 2. la dégradation de l'économie elle-même : les grands tracteurs industriels (l'aviation, l'automobile), patinent, s'enlisent, du fait de la montée des prix des ressources essentielles à leur fonctionnement, en aval (pétrole) ou en amont (métaux, denrées). 3. Et puis... la foi commence à manquer, comme le montre la façon dont les derniers convertis, les Chinois, interrogent « le consensus occidental quant à la relation entre le marché et le gouvernement ».

L'observation des crises qui sévissent depuis un demi-siècle, complétée par de plus anciennes, a conduit à formuler une hypothèse - très proche d'une définition - selon laquelle le capitalisme se caractériserait justement par la nature cyclique des dites crises. Aucune raison donc de s'inquiéter puisque ça repart toujours.

L'hypothèse inverse, soutenue par Marx, a-telle résisté aux faits ?

Son premier grand argument était en effet la baisse du taux de profit. Or les profits n'ont pas baissé... Considérés dans leur ensemble, non, mais dans le cadre des biens et services, il a fallu, dans chaque branche, trouver d'autres façons d'en faire, en regroupant, en délocalisant, en brevetant

<sup>1</sup> P. Jorion, anthropologue et économiste, a consacré deux ouvrages à la crise financière : *Vers la crise du capitalisme américain* (Découverte 2007) et *L'Implosion, la finance contre l'économie : ce que révèle et annonce « la crise des subprimes »* (Fayard 2008).

les semences. Ce cadre-là rapporte désormais même si peu qu'il ne fournit plus qu'un cinquième des profits, et d'où vient le reste ? La croissance exponentielle des profits n'est donc pas signe de bonne santé et pourrait bien même signer plus sérieusement la fin du capitalisme que leur assèchement. A l'appui de ce diagnostic, nous pourrions même citer les nouveaux outils, que Paul Jorion connaît bien et cite plus loin, des outils qui permettent de faire toujours plus de profits sur des têtes d'épingles.

Le second argument de Marx était la concentration du capital entre un petit nombre de mains et la proportion croissante de prolétaires. S'il semble ne pas tenir, c'est en fait surtout en raison de sa formulation manichéenne. La montée en puissance d'une classe intermédiaire confirme en effet sur le fond l'intuition de Marx : la révolte des prolétaires de haut de gamme est un risque bien plus proche et plus grave que celui des prolétaires de bas de gamme (ce qui rappelle la situation des bourgeois qui, sous l'Ancien Régime, avaient acquis des charges et souffraient de ne pas être reconnus).

La manipulation « démocratique » des règles sur la progressivité de l'impôt n'a pas effacé les frontières de classe. Elle a plutôt pour effet, de ce côté-ci de l'Atlantique en tout cas, d'entretenir et même d'accroître le sentiment d'injustice.

« D'autres facteurs que ceux mentionnés par Marx viennent cependant soutenir l'idée la thèse d'une éventuelle disparition du capitalisme à l'occasion d'une de ses crises majeures. Ces facteurs sont, primo, celui de son absence d'autorégulation, qui oblige l'Etat à intervenir massivement à chaque nouvelle crise pour faire prendre en charge par la communauté les pertes subies par les dirigeants d'entreprises et les investisseurs... secundo, son absence d'auto-adaptation, d'une part du fait d'une absence de consensus quant à l'autorégulation ou non des marchés, faisant qu'aucune leçon n'est tirée après les crises ; et d'autre part du fait que les investisseurs et dirigeants d'entreprises consacrent une partie de leurs gains à la promotion d'une représentation des marchés comme étant autorégulés, qui implique la censure de l'origine véritable des crises ; tertio, le fait que la compréhension des mécanismes économiques et financiers s'améliore au fil des années, conduisant à des interprétations convergentes de l'évolution future des prix par un nombre grandissant d'acteurs présents sur les marchés et encourageant du coup les phénomènes d'emballlement à l'origine des crises. »

« L'autorégulation du capitalisme est bien entendu considérée par la pensée libérale comme un fait établi, et, d'ailleurs, l'une de ses vertus

cardinales... Il n'est pas étonnant que l'idée selon laquelle le capitalisme est autorégulé soit considérée allant de soi durant les périodes où la finance et l'économie fonctionnent le mieux et où les opportunités d'enrichissement s'ouvrent à chacun ou à peu près. La notion devient cependant plus problématique pendant les périodes de crise... Si le capitalisme a toujours su jusqu'ici renaître de ses cendres, rien ne garantit qu'il en soit toujours ainsi. Les conditions de ses renaissances passées méritent en particulier d'être examinées car elles ont été chaque fois la conséquence d'une intervention massive de l'Etat dans le monde financier et économique... La question qui se pose alors est celle de déterminer si ces interventions étatiques en situation de crise confirment ou non le caractère autorégulateur de l'alternance des périodes défavorables et favorables. »

## « Le capitalisme, victime de sa compréhension »

Problème d'école. L'auteur y fait bravement le coup de feu professoral, puis adopte de plus en plus franchement une position de... sniper ?

Il vise où ça fait mal.

« La raison pour laquelle le système capitaliste connaît des périodes de bon fonctionnement qui dépassent parfois une dizaine d'années, et cela en dépit de la présence en son sein de ces mécanismes facteurs de déséquilibre, doit être attribué à un simple effet statistique : au fait qu'en raison de la difficulté du pronostic de l'évolution future d'un prix on observe en général que les parieurs se distribuent de manière très égale entre ceux qui considèrent qu'il est à la hausse et ceux qui considèrent qu'il est à la baisse. ... Lorsqu'une majorité d'acteurs se convainc que le prix est à la hausse, leur conviction s'assimile à une croyance auto-réalisante et le prix monte – processus qui prendra nécessairement fin lorsque la réserve d'acheteurs potentiels aura été épuisée ; lorsque, à l'inverse, une majorité se convainc que le prix est à la baisse, sa conviction constitue de la même manière une croyance auto-réalisante et le prix subit cette fois un krach. La stabilité des marchés dépend donc d'une manière cruciale de la compréhension médiocre de ses mécanismes par la grande majorité de ses intervenants.<sup>2</sup> »

<sup>2</sup> P. Jorion renvoie ici à la démonstration qu'il a faite à partir de l'analyse des résultats d'une simulation informatique du fonctionnement d'un marché boursier (*Adam Smith's Invisible Hand Revisited, Proceeding of the 1st Conference on Simulation of Social Systems*, Kyoto août 2006, vol. 1, Berlin Springer Verlag pp. 247-254)

Ce mouvement de bascule, dont la raison profonde, ne l'oublions pas, est la recherche de plus de profits monétaires, a des effets d'autant plus grave que la tendance générale « est celle d'un progrès dans notre compréhension des mécanismes financiers et économiques, progrès dus à la réflexion, au raffinement des modèles, aux simulations informatiques... Ce progrès constitue une menace pour l'équilibre des marchés car il favorise l'apparition d'une interprétation commune quant à l'évolution future de leurs prix parmi les intervenants. Il débouche alors nécessairement sur leur emballlement à la hausse ou à la baisse, les dispositifs qui favorisent "l'effet domino" étant, nous l'avons indiqué, historiquement au cœur même des mécanismes financiers. »

Les effets de cet effet sont d'autant plus considérables que « les moyens mis à la portée des intervenants sur les marchés financiers et économiques se sont vus démultipliés par des coefficients énormes, conduisant à une amplification démesurée du bénéfice des avantages acquis ainsi que des effets de la spéculation, c'est-à-dire la ponction par la finance du sang de l'économie. » (souligné par nous)

Où l'on voit la finance, joliment qualifiée au début de « sang de l'économie », boire son propre sang... On pourrait d'ailleurs inverser l'ordre de la démonstration : plus il y a moyens de faire de bonnes affaires et plus on s'y connaît en prix, plus il y a de risques de se porter tous à la fois d'un côté ou de l'autre. Mais alors ? Que faire « quand le système récompense si généreusement ceux qui y participent<sup>3</sup> dans ses époques fastes qu'il s'avère impossible d'entraver aujourd'hui, et quelle qu'en soit l'inéluctabilité, les effets désastreux qui apparaîtront demain ? »

Que faire, donc, mais pour qui, pour quoi ?

Vu le titre de l'article, j'augure qu'il va s'agir de changer de système. Semble confirmer cette hypothèse que « le nœud du problème réside dans l'impossibilité pratique de mesures préventives », et que le mythe de « l'autorégulation » s'appuie sur l'intervention ponctuelle de l'Etat.

Eh bien non. On va faire quand même quelque chose pour le conserver, le système. Et pour empêcher sa fin inéluctable à l'occasion d'une de ses crises, dues à son absence d'auto-régulation, Paul Jorion propose d'introduire de manière judicieuse « des règlements qui préviendront l'alternance de laisser faire et d'interventions musclées de l'Etat. »

<sup>3</sup> Participant à l'intérêt égoïste - la main invisible.  
« Il faut attendre à chaque reprise que l'éccœurément intervienne pour que les mesures qui s'imposent pourtant soient enfin envisagées post festum. ».

## « Interdire les paris relatifs à l'évolution des prix... »

### ...Pour sauver le capitalisme ou instaurer le distributisme ?

C'est bien clair : empêcher l'effondrement du capitalisme implique l'éradication des facteurs d'emballement. Mais ici la pensée de notre auteur semble hésiter.

« Est-ce à dire qu'il faille fixer les prix ? La mesure serait certainement excessive. Mais cela veut-il dire qu'il faille n'en fixer aucun ? »

Exemples démonstratifs parallèles : prohiber l'emprunt serait excessif. Mais interdire certains usages des sommes empruntées ne le serait peut-être pas, en particulier si l'usage envisagé était précisément de spéculer sur les prix. Prohiber les produits dérivés... C'est excessif... mais.

La fin de l'article approche...

Vous attendez probablement une déclaration hyper-prudente, juste milieu ou troisième voie... Ou/et que, Paul Jorion, ayant rappelé un peu plus haut qu'il prônait une Constitution pour l'économie, il allait recommander sa mise à l'étude par l'ONU ou tout autre office de grande envergure.

Il ne l'exclut pas, mais voici aussi ce qui vient :

« Un principe unique dont l'application permettrait d'éliminer la prédisposition actuelle du capitalisme au désastre - et qui constituerait donc un candidat sérieux en tant qu'article d'une future « Constitution de l'économie » serait dès lors celui-ci : les paris relatifs à l'évolution d'un prix sont interdits. »

Après la lumineuse démonstration de la nocivité des paris sur les prix (sans que figure le mot « pari », mais n'est-ce pas de ce dont il s'agissait ?), cet article sauverait sans aucun doute le bienfaisant capitalisme du désastre : plus de paris sur les prix, plus de crises du capitalisme ! Mais ? Si on supprime les paris sur les prix, est-ce qu'on ne supprime pas les prix ? Que fait un prix, fixé ou pas, sinon une appréciation de la valeur monétaire d'un produit ou d'un service, et cette valeur peut-on éviter de la chiffrer en plus ou en moins ? N'est-ce pas sur cette appréciation que joue la possibilité d'opérer des profits dont la redistribution tous azimuts est le véritable sang du capitalisme ?

A quoi par conséquent l'hypothèse d'interdire les paris relatifs à l'évolution d'un prix aboutit ? Au distributisme classique (qui conserve l'usage de la monnaie) dont le principe est justement d'en finir

avec les profits monétaires ! Si donc Paul Jorion déclarait à des distributistes historiques qu'il faut interdire de parier sur les prix, il le reconnaîtraient aussitôt comme des leurs.

Et devant un parterre de chefs d'entreprises, traders et banquiers, comment sa proposition sera-t-elle reçue ? Je crains que ce ne soit comme le pavé de l'ours.... Jacques Duboin, ex-banquier et ci-devant secrétaire d'Etat au Trésor commit lui-même quelques pavés du même genre pendant la période de maturation qui précéda sa conversion au distributisme. Contre ses pairs, il persista, et tout à coup... Pourquoi Paul Jorion ne ferait-il pas un « pas de côté » tout aussi décisif ?

□□□□□



\*

## « Développer l'esprit de conquête »

Sous ce titre général le CJD, *Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprises*<sup>4</sup>, fondé en 1938, a fait paraître, en Juin 2008, un ensemble de propositions où figure en dernier (point 7), SUPPRIMER L'ARGENT LIQUIDE. L'article est surtitré *Une mesure pour concilier utopie et équité*.

*Les billets en circulation ont un cycle de vie très limité et une utilisation de plus en plus souvent frauduleuse qui permet le développement d'économies souterraines, parallèles ou occultes. Ils alimentent, entre autres exemples, le trafic de stupéfiants, le travail au noir ou la corruption. En raison d'une tracabilité [souligné par nous] très faible, cet argent n'est pas soumis au contrôle qui se porte sur les autres types de transactions financières existantes. Mais surtout, il échappe aux prélèvement fiscaux et sociaux et constitue un manque à gagner considérable pour le budget de l'Etat et le financement de la protection sociale.*

*Ce sont les raisons pour lesquelles nous sommes partisans de la suppression de l'argent liquide. Sensibles au bouleversement des habitudes et aux traumatismes que cela pourra provoquer, particulièrement pour les populations fragiles ou les personnes âgées,*

<sup>4</sup> Y sont inscrits 3300 dirigeants de moins de 45 ans, déployés dans toute la France à travers 105 associations locales, représentatives de l'économie française en terme de secteurs d'activités.  
Sur les six autres points, voir p. 25.

*nous préconisons dans un premier temps de ne garder que les pièces, en créant par ailleurs de nouvelles pièces de 10 et 20 euros. Celles-ci seraient suffisamment volumineuses pour éviter qu'une somme significative soit déplacée en toute impunité. De nouvelles technologies, déjà en cours d'expérimentation [id.], pourront, dans un deuxième temps, nous permettre de nous passer de monnaie pour les petits achats de la vie de tous les jours.*

*La crainte, formulée par certains, d'une surveillance excessive, liée à la traçabilité de ces technologies, pourrait être aisément apaisée par l'utilisation de cartes prépayées et anonymes, comme c'est le cas pour la téléphonie mobile.*

*Nous sommes bien conscients que l'entreprise est difficile et peut même sembler utopique. Elle demande par exemple que tous les citoyens soient « bancarisés » et, surtout, elle n'a de sens, à terme, que si elle est menée au niveau mondial.*

*Mais les difficultés ne sont-elles pas à la mesure de l'enjeu ? Il s'agit d'abord d'une mesure radicale pour lutter contre le fléau de la drogue et de la corruption qui alimentent nombre de guerres et d'injustices sur la planète [en gras dans le texte]. Il s'agit ensuite d'élargir l'assiette des prélèvements à tous ceux qui les doivent, ce qui permet d'imaginer en contrepartie une réduction des déficits publics en même temps qu'une baisse des cotisations et taxes pour les entreprises comme pour les particuliers.*

*C'est une mesure choc, à la fois symbolique et efficace, et finalement en phase avec la réalité, puisqu'une immense majorité des flux financiers sont aujourd'hui dématérialisés [id.].*

Th. Chaudron, président national 2006-2008 du CJD, introduit le document :

*Le jeune patron est « naturellement révolutionnaire », déclarait Jean Mersch, fondateur de notre mouvement en 1938 dans sa première publication. Autour de lui, expliquait-il, « tout est évolution, devenir. L'essentiel est d'être un créateur, de ne pas se laisser porter par ce mouvement du monde comme un poids mort, de ne pas s'attacher à des formules périmées, mais au contraire d'être à l'extrême pointe de cette évolution, d'en pressentir le cours et de l'entraîner quand il faut »*

Notons au passage que cette description pourrait aussi bien s'appliquer au chercheur.

C'est en tout cas dans ce même esprit que **PROSPER** imagine voir se développer les entreprises dans une économie sans profits monétaires. Le fait même de n'être plus asservis à la rentabilité libérera les capacités créatrices des nouveaux entrepreneurs de la majeure partie des soucis qui auront été ceux des anciens, jeunes ou vieux : rechercher des crédits et rembourser les intérêts, pression des actionnaires, du fisc et des salariés, la concurrence, les fluctuations du marché... Sans compter le soupçon récurrent, abusivement étendu à l'ensemble des chefs d'entreprises : celui de s'en foutre plein les poches au détriment du public et de la planète.

**PROSPER**, la chose lui a été déjà reprochée, ne s'est jamais offert le luxe d'une dénonciation démagogique des « patrons ». La façon dont nous décrivons le fonctionnement de l'économie actuelle montre en effet que du patron au clépin de base en passant par le service public, nous dépendons tous des profits monétaires et de leur redistribution. Les patrons sont dans la motrice. Ils ne sont pas responsables des rails. La lutte de tous contre tous cache une participation forcée aux règles d'un même jeu et une complicité de fond. Des profits monétaires, *aujourd'hui*, il faut en faire. Débattre sur la manière d'en faire, se scandaliser des super-salaires et retraites dorées de quelques dirigeants, des paradis fiscaux, etc., nous distrait de la Grande Obligation et recule le moment de l'abolir.

Comparons la mesure proposée par le CJD à celle de P. Jorion d'interdire les paris relatifs à l'évolution des prix.

Supprimer les paris sur les prix implique que ces prix doivent être établis dès le moment où les produits et services sont mis sur le marché et de les conserver jusqu'à leur épuisement.

La « valeur ajoutée » par le commerçant ou l'industriel aux produits et services sera traitée comme une donnée objective, une différence plutôt qu'un profit. Supprimer les paris sur les prix introduit donc par la bande à leur remplacement par les codes-barres ou tout autre actuel ou prochain

outil de ce qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de traçabilité.

La proposition de supprimer l'argent liquide n'a rien d'autant révolutionnaire. Elle fait le ménage dans les usages, et c'est donc sous cet angle que nous l'observerons ici, en usages attentifs aux conditions de passage d'un usage ou ensemble d'usages à un autre, qui s'accompagnent de conservations et conservatismes dont la logique, la prudence, confinent parfois à l'absurdité, mais n'en anticipent pas moins sur des possibilités déjà présentes.

### ***usages en fin de carrière***

Sur quoi la proposition n°7 s'appuie-t-elle ? Sur les mésusages (comme échapper au fisc) et inconvenients (difficulté de traçabilité) de l'argent utilisé sous la forme fiduciaire, auxquels nous ajouterons le comptage et recomptage des billets, non automatisable, et leur renouvellement par la Monnaie, à la charge de l'Etat.

Le paiement par billets permet de masquer les transactions dites « au noir » (qui échappent au fisc). Vaste sujet, « le noir », qui va du pourboire au racket. Du « noir », les petits entrepreneurs sont forcément tentés d'en faire. Ils savent que leurs concurrents le sont aussi et ne parviennent souvent à les dépasser qu'en usant de ce moyen, qui s'applique aussi bien aux achats de matériaux qu'aux paiements clandestins.

Au CJD comme ailleurs (dans les syndicats, les associations, les mairies), on le sait « bien », « très bien », et que « sans ça », etc. Quant au fisc, qui perd beaucoup à la fraude, il est capable de chiffrer à combien la perte s'élève et de publier le chiffre, mais il garde pour lui que si les entrepreneurs étouffés par le tout-déclaré mettaient la clé sous la porte, il perdrait davantage encore !

Les billets mis en circulation ont par ailleurs une durée de vie très courte (sauf ceux qui s'échangent entre maffieux dans des valises et ne quittent jamais leur liasse d'origine). Ceux qui un jour ont « fait la caisse » (au sens de la compter, pas de la voler !) ont constaté leur état, souvent peu ragoûtant, et courrent se laver les mains à peine le travail fait. N'oublions pas non plus que les billets exigent des précautions contre le vol et des démarches en vue de leur destruction.

L'usage d'argent liquide ne coûte pas seulement en caissiers et contrôles. La planche à billets n'est pas gratuite non plus... Ces poisons de la vie patronale et fiscale sont depuis longtemps connus. On s'en arrangeait. Pourquoi a-t-il fallu attendre 2008 pour les dénoncer ? Parce qu'ils sont de plus en plus connotés par l'archaïsme et que d'autres moyens sont là.

L'usage des chèques et des cartes bancaires réduit sans cesse la quantité de transactions par billets. Il a atteint le seuil<sup>5</sup> à partir duquel on peut le traiter comme la seule façon, à l'avenir, de conclure une transaction. Il n'attend qu'un décret pour l'officialiser comme LE SEUL.

Comment en convaincre ? Le texte cité fait appel à deux stratégies. L'une, *de compensation* : elle sauve *malgré tout, encore*, en soupirant, l'usage de l'argent liquide. L'autre stratégie *anticipe*, nourrie par la pratique, l'observation d'usages montants qui débordent déjà largement du chèque et de la carte bancaire.

La stratégie compensatrice accentue ce qu'a aujourd'hui de ridicule l'usage du « liquide » tout juste bon pour les personnes fragiles ou âgées. Pitié pour elles ? Si vraiment il faut en passer par là, bon, on y passera, mais vous voyez le tableau : des pièces monumentales, qui vous fatiguent le porte-monnaie, les poches et les épaules. L'opération sera de courte durée et, vous vous en doutez, coûtera très cher.

Rien que la suggérer la condamne...

### ***usages « montants »***

La stratégie anticipatrice, elle, est branchée sur *la traçabilité*. « De nouvelles technologies, déjà en cours d'expérimentation, pourront, dans un deuxième temps, nous permettre de nous passer de monnaie pour les petits achats de la vie de tous les jours. » Ces technologies consistent à suivre (« tracer ») le parcours de l'usager et à débiter automatiquement ses dépenses non forfaitaires (nominalement prépayées comme les titres de transport ou anonymes comme pour la téléphonie mobile). Elles sont en pleine expansion, comme la transformation de l'écrit en vocal et du vocal en écrit.<sup>6</sup>

Le paragraphe final commence par souligner le « choc » que produirait la « mesure » proposée

<sup>5</sup> A partir d'un certain seuil de familiarisation et de confiance, les usages de remplacement ont pour effet de rendre insupportables les anciens. Le phénomène s'observe aussi bien en ce qui concerne les techniques matérielles que les représentations (d'ailleurs tout aussi « techniques »). Souffrance du bricoleur quand il doit encore se servir d'un tourne-vis à main, du chercheur privé d'informatique, d'une réflexion obligée de recourir à une terminologie dépassée comme celle d'âme, de volonté, d'états de conscience.

<sup>6</sup> Gageons qu'au moins dix pour cent des membres actuels du CJD sont aux commandes de cette évolution, et que les autres « bien obligés d'y passer », s'emploient à ne pas être les derniers à l'intégrer à leur mode de gestion.

(compensation). Mais le « choc » n'est aussi grand, fort, que parce que la mesure est « en phase » avec la réalité. Où est son « utopie » ? Il rappelle celui qu'on éprouve quand on s'aperçoit tenir dans la main les clés qu'on cherche partout. Les paiements sont aujourd'hui déjà largement dématérialisés. Leur dématérialisation se retourne contre les billets. Ils n'auront été qu'un pas dans le processus de dématérialisation lui-même. Les voilà devenus à leur tour aussi « folkloriques » que les bourses attachées par un cordon à la ceinture ou le numéro du département sur les plaques d'autos.

On est tout prêt à en sourire. On veut bien même s'apitoyer sur ceux qui ne peuvent pas s'en passer. On les comprend, on va essayer de ne pas les perdre en route. Mais à la vitesse nécessaire aux transactions d'aujourd'hui, payer en espèces crée des encombres...

### **généralisations**

Cette route, donc, vous ne la quitterez pas. On va vous l'élargir. On y est obligé...

Cas de figure classique de ce qu'Ellul appelle « le système technicien ». Une technique donnée, devenue naturelle, nous impose une certaine relation aux choses, une relation *surcertaine*, qui tient de la foi du charbonnier. Nous en améliorons sans cesse le rendement. Elle passe pour si naturelle que nous devenons même incapables de la voir, de la penser.

Ses améliorations successives créent pourtant des empilements hétérogènes, de plus en plus difficiles à gérer, si fragiles que la moindre intervention menace l'équilibre d'ensemble. Mais cette fragilité même nous la rend attachante. Ne touchez pas ! Sauf si ce que vous proposez peut s'y intégrer, éventuellement assorti de mesures compensatoires, qui font sourire ou craindre ce qu'on craignait autrefois en remplaçant les parties de drap usées par du drap frais.

De loin en loin des nouveautés, des dispositifs surgissent, dont on s'accorde, dont on profite sans en faire de problèmes de conscience. Ou bien on les classe sans suite, sans suite immédiate, mais on ne les oublie pas pour autant. Ou encore, on entrevoit une suite, *mais* - mais elle a du mal à s'exprimer, et si jamais elle s'exprime, c'est avec le sentiment qu'elle vient trop tôt.

Pourquoi cette difficulté, ce sentiment d'une « avance », intéressante, bien sûr, *mais...* etc. ? Quelle forme attendons-nous et calculons-nous en fait déjà pour *que...* Une forme qui préjuge de sa mise en œuvre même et qui va la rendre féconde. La forme d'un principe unifiant, qui intègre dans un seul ensemble des « entrées », des cas de figure encore tenus pour disparates. Un principe pratique,

abstrait, généralisé à partir de pratiques où on ne le voyait pas, de formulations qui empêchaient de le formuler.

Cette forme unificatrice, vous la trouvez dans des techniques comme celui de la roue, du piston, dans des lois physiques, le principe d'Archimète ou E=MC<sup>2</sup>, dans les devoirs de la créature envers son créateur ou dans les Droits de l'Homme aussi, dans le libéralisme comme dans le distributisme. C'est la forme du concept, que nous *ressentons* souvent longtemps avant qu'il ait été formulé par quiconque et appliquons parfois déjà, sans le savoir ni en tirer déjà toutes les conséquences.

## **La traçabilité condamne l'argent liquide ? Pourquoi pas l'argent lui-même...?**

Revenons à la proposition n°7 du CJD.

Pourquoi j'en parle : parce qu'il y est question d'argent. Chacun sait que je milite pour l'abolir.

Mais le supprimer sous sa forme liquide, comme le propose le CJD, ça n'en abolit pas l'usage ! *Qu'est-ce qui te prend* ?

Moi pas fou ! j'ai bien vu que supprimer l'argent sous sa forme liquide ne l'abolissait pas et en faciliterait même encore l'usage ! Mais sur quoi prend-elle appui, cette proposition ?

Elle prend appui dans un tout autre ordre de réalités que celle des profits monétaires et des minis-économies, qui ajoutées les une aux autre en font beaucoup et auxquelles un chef d'entreprise est forcé de s'intéresser. Elle prend appui sur un truc qui n'a apparemment rien à voir avec l'argent : *la traçabilité*.

L'argent liquide manque à l'évidence d'une qualité en passe de devenir essentielle et pas seulement dans les transactions monétaires.

Nous sommes en train d'accéder à un nouveau stade dans l'intelligence du « suivi ».

Les précédents étaient déjà fort « suivistes », qui pistaienr les usagers à travers leur origine nationale, ethnique, religieuse. Mais ce suivi s'intéressait surtout à leur « nature »<sup>7</sup>. Il se bloquait sur des qualités fixes et son « suivisme » n'apparaissait pas comme tel.

Aujourd'hui, le suivi franchit la barrière des « natures ». Qu'il s'agisse de l'état des ressources, de celui de votre santé, de votre cursus scolaire ou

<sup>7</sup> Dis-moi d'où tu viens, d'où tu parles, je te dirai qui tu es..., qui explique ce que tu dis, fais, etc.

de vos fréquentations, tout s'organise en tableaux évolutifs, récits, généalogies de tout et de n'importe quoi.

L'intelligence suiviste s'unifie désormais sous l'égide de techniques qui rendent tout « traçable ». De même qu'il n'y a de science que du mesurable et d'intérêt que du monnayable, le premier critère auquel doit satisfaire tout X, vache, pomme ou citoyen, est de se faire traçable. Il n'y a plus d'intelligence que du traçable...

Dans le document du CJD auquel nous faisons référence, exit l'argent liquide, *pas traçable*. Si traçable il se faisait, adieu maffieux, bonjour les rentrées fiscales, adieu à « en mettre à gauche », adieu au « noir », bonjour les transactions si parfaitement « tracées » que les limiers de la PJ n'auraient plus l'occasion d'exercer leur flair.

Mais dites voir : la traçabilité des transactions monétaires ? Est-ce qu'elle ne fait pas double emploi avec celle des produits et services qui se cachent sous les prix ? Est-ce qu'elle ne ferait pas, même, un emploi inutile ? Est-ce qu'elle est bien économique ? Et si vous vous attachiez à tracer, juste à tracer, avec les outils dont vous disposez

aujourd'hui, les ressources, produits et services, à partir du moment où on les tire du sol ou d'ailleurs à celui où on peut y avoir accès ?

Si vous arrêtez de tracer les prix et la façon dont chaque intermédiaire y ajoute sa dîme, avec une TVA pour couronner l'ensemble ? Si vous cessiez de vous intéressez aux *prix* dans leur rapport à la rareté sur le marché ? Si vous vous intéressiez uniquement aux ressources dans leur rapport à leur renouvelabilité ?

Les adhérents du CJD n'en sont pas encore là mais comprendront certainement bien plus vite et mieux ce que je suggère que tous les MM. de Gauche et de la Décroissance qui tiennent encore que les idéaux de gauche et décroissants sont solubles dans les profits monétaires. S'ils s'étaient un jour donné la peine d'en faire, de ces profits-là, ils sauraient quelles corvées ils représentent. Les adhérents du CJD, eux, LE SAVENT, et sont même bien capables de croiser les risques de la prochaine bulle, qui sera verte, avec leurs soucis de traçabilité.

Il en résultera...? Une économie sans profits monétaires et sans monnaie.

aaaaaa

## Les six autres mesures proposées

Leur audace mériterait un examen au sujet de ce qu'elles apportent de novateur dans le cadre *actuel* des entreprises. Mais les soucis qui s'y font jour intéressent aussi ceux qui imaginent la vie des entreprises quand le salariat aura été aboli .

□ 1. Refonder la protection sociale sur un système de « miles », c'est à dire passer d'un système social qui protège les carrières à un système qui accompagne les personnes et leur donne l'autonomie. Il s'agit de faire fusionner des dispositifs d'accompagnement du parcours professionnel entre formation, retraite et chômage. « Ce système donne donc à chacun les moyens d'être entrepreneur de sa vie ».

« *Entrepreneur de sa vie* », c'est justement ce que permet une économie sans profits monétaires et sans monnaie, où les problèmes de protection sociale (santé, logement, revenus) ne se posent pas du tout dans les mêmes termes.

□ 2. Passer du droit à l'obligation individualisée de formation. Mise en œuvre de bilans de compétences et de plans de formation personnalisées.

« *Entrepreneur de sa vie* », suite... Quid des formations ? Sur une tête d'épingle ou transversales (culture technique) ? L'un n'exclut pas l'autre, mais les « plans » ne sont pas les mêmes dans les deux cas.

□ 3. Sortir de la logique de statut en reconnaissant et en rémunérant les compétences. « Le salaire, qui est la contrepartie de l'engagement du salarié en faveur de l'entreprise, doit... être lié aux compétences et non à l'ancienneté ou aux diplômes ».

Où nous retrouvons le débat au sujet du revenu garanti : hiérarchisé ou non ? Et le débat récurrent « qui ramassera les poubelles ? » Voir « cheminée canon » Duboin p. suivante

▫ 4. *Supprimer le statut cadre.* « Le supprimer constitue une première étape importante pour sortir de la hiérarchie des statuts, abandonner l'organisation pyramidale et valoriser les Hommes et leurs compétences. »

*PROSPER applaudit ! Encore ne faut-il pas se cacher que la valorisation des compétences, leur reconnaissance, ne résout pas les problèmes d'autorité ou d'ego.*

▫ 5. *Reconnaître l'entreprise des Hommes en créant un droit de l'entreprise.* « Dans la création d'une entreprise l'immatériel prend aujourd'hui le pas sur le matériel, les idées sont plus importantes que les outils. Il nous paraît plus que jamais nécessaire de reconnaître légalement cette primauté des Hommes sur celle de l'argent... En permettant aux salariés d'être légalement décisionnaires, ils peuvent changer leur relation au travail et révéler des qualités entrepreneuriales qui ne sont pas l'apanage des seuls actionnaires ».

*Observons au passage que conserver les hiérarchies salariales semble contredire cette excellente idée. La relation aux décisions ne peut se faire la même dans un système sans hiérarchie et un système hiérarchisé. L'expérience des CJDistes sur le sujet nous intéresse !*

▫ 6. *Instaurer des « délégués environnementaux » dans les entreprises.* « Comme le dialogue social, le dialogue environnemental doit se structurer avec des acteurs reconnus et légitimes sur le plan national comme au sein de l'entreprise ».

*L'idée est « dans l'air ». Nous pensons quant à nous résoudre le problème des contraintes écologiques par un recensement aussi exact et complet que possible des ressources en fonction de leur renouvelabilité et de « dispositifs prudentiels, sans faire appel à aucun chiffrage monétaire (comptabilité « matière » exclusivement).*

*balayer devant sa porte*

## **Une « cheminée canon » distributiste**

*Les hypothèses les plus en avance sont motivées, comme les autres, par les conditions matérielles de leur temps.*

*Au XIXe et au XXe encore, aussi contestataire soient-ils au sujet de l'exploitation patronale, les défenseurs de la classe ouvrière admettent que les conditions de la production obligent à rationaliser l'entreprise, à la discipline, à un certain esprit de sacrifice. L'image du « travailleur » valorise « la conscience ouvrière », celle du travail bien fait. La référence à la solidarité et à la discipline militaire (très prisée au XIXe) n'est jamais loin.*

*Jacques Duboin, qui se défendait d'avoir inventé l'économie distributive, affirmait l'avoir « trouvée » dans **100 Ans après**, d'Edward Bellamy (paru en 1888), roman qui décrit une société où la production est assurée par deux armées étanches de travailleurs, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, et qui « marchent » à l'émulation (mais pas au salariat, notons-le).*

*Comme tous les distributistes (et comme Marx déjà, dans un texte qu'ils ne pouvaient connaître) Duboin « supprime » le salariat et le remplace par un revenu social calculé sur la base de la production générale. Il doit néanmoins répondre à la question : les travailleurs potentiels étant libérés du salariat, comment les ramener à l'établi...?*



## Le « service social »

Texte tiré de Rareté et Abondance, *Essai de mise à jour de l'économie politique* paru au lendemain de la guerre (3<sup>e</sup> tr. 1945).

« Pour l'exécution du Plan, le labeur humain est fourni par les citoyens sous forme de Service social, auquel chacun est assujetti pour une durée fixe par le Plan et variant selon les professions.

Sous ce rapport l'économie d'abondance est vraiment révolutionnaire. Comme nous l'avons expliqué, la division en classes correspond à la rareté, car avec l'abondance, les classes sont un obstacle non seulement à la répartition des richesses, mais même à leur création. L'abondance fait disparaître cette inégalité économique qui est une conséquence de l'échange. On s'apercevra vite que l'inégalité était une conception barbare des temps de la rareté.

L'égalité dans le travail paraîtrait-elle chose excessive ? Ce n'était point l'avis de Descartes qui peut revendiquer l'invention du Service Social, car il a écrit que chaque homme est obligé de procurer, autant qu'il est en lui, le bien de tous les autres, et c'est précisément ne valoir rien que de n'être utile à personne. [...]

De leur côté, les économistes orthodoxes ne devraient pas oublier qu'un de leurs maîtres, John Stuart Mill, a prédit qu'un jour l'éducation, l'habitude et la culture des sentiments porteront l'homme à bêcher pour son pays aussi bien qu'à combattre pour lui.

Hélas ! ni l'éducation, ni l'habitude, ni la culture des sentiments n'auront obtenu ce résultat. Il fallait que la bêche fût remplacée par la charrue polysoc à tracteur, et le métier de tisserand par la grande filature aux mille broches automatiques. Les échanges devenant alors impossibles<sup>8</sup>, les hommes sont obligés d'effectuer, pour le compte de la collectivité, le peu de travail encore nécessaire, à charge pour elle de leur distribuer les produits.

<sup>8</sup> Echanges des revenus, contre les fruits du travail (produits services). Duboin décrit l'économie actuelle comme une économie d'échange(s), perturbée du fait que les fruits du travail abondent et ne trouvent plus un nombre suffisant de clients solvables.

*Mais Stuart Mill avait raison d'assimiler le travail qu'on fournirait à son pays aux combats qu'on livre pour lui, car le Service Social a plus d'une analogie avec le service militaire. On sait qu'aux milices du moyen âge succéderent les levées en masse de 92 et 93 ; mais ce mode de recrutement n'avait rien de régulier. Un beau jour, le 21 août 1798, Jourdan fit déclarer, par les corps législatifs, que tout Français contracterait, en naissant, l'obligation de servir sa patrie.*

*C'est cette obligation qu'il convient d'étendre à la production du temps de paix. De même qu'il ne devint plus possible de se faire remplacer sur le champ de bataille, de même il ne sera bientôt plus possible de se faire remplacer à l'usine ou aux champs. Comme le voulait Kant, on ne considérera plus jamais la personne d'autrui comme un moyen d'atteindre ses propres fins. Désormais, chacun, pendant un petit nombre d'années, exercera une fonction administrative ou économique : nul n'aura le droit d'être inutile à son pays. Quand chacun fournit sa quote-part de travail pour obtenir ce dont il a réellement besoin, peut-on rêver société plus fraternelle ?*

Rareté et Abondance (Ed. OCIA) p. 414-415

Jacques Duboin tente ici de rassurer son public au sujet de la pérennité de la production en régime distributiste. Il flatte au passage les rancunes contre les rentiers et « les exploiteurs ». Le service social auquel nul ne saurait échapper est censé garantir à la fois la production et la justice. La fraternité planifiée n'en rappelle pas moins le collier du chien de la fable<sup>9</sup>.

La suite immédiate du texte cité confirme la pente planiste et étatique : « Mais comment assurer le choix de la profession ? Si, dans le socialisme de la rareté, l'Etat a recours aux salaires différentiels, comment fera-t-il quand il n'y aura plus de salaires du tout ? »

Observons que dans « le socialisme de la rareté » (par opposition à celui de « l'abondance », comme Duboin désigne celui qu'il propose,

<sup>9</sup> La Fontaine, Le Loup, invité par le Chien à vivre comme lui, s'aperçoit que son interlocuteur a le cou pelé par son collier. « Vous ne courrez donc pas où vous voulez ? »

Les distributistes historiques ont depuis le début conditionné les avantages du revenu garanti à l'obligation d'un service social.

L'idée de ce « service », défendue aussi bien par Duboin que par Rodrigues et Valois, semble avoir été bien acceptée avant la guerre par le public rallié à l'économie distributive. Ce n'était plus le cas après la chute du nazisme et les révélations sur la vie en Union Soviétique.

Pour corriger son effet dissuasif, Marie-Louise Duboin préféra parler de « contrat civique », ce qui la dispensait de revoir en profondeur l'application de l'hypothèse et ne dissipait pas le malaise. Les distributistes historiques en distrayaient le public (et le sélectionnaient aussi, car la question n'est pas simple) en se concentrant sur la nouvelle monnaie.

matériellement déjà possible), l'Etat n'est pas lui-même directement responsable des salaires différentiels. Il ne fait qu'en assurer la pérennité via le droit du travail et en couvrant de son autorité les conventions collectives. Le rôle *actuel* que Duboin attribue à l'Etat projette donc d'une manière comme rétrospective celui qu'il conçoit pour l'Etat futur. C'est à l'Etat de se préoccuper du choix de la profession. Son souci s'explique : dans une économie sans profits monétaires, où les revenus sont garantis du berceau à la tombe, l'Etat doit d'autant plus s'en occuper que les futurs travailleurs ne seront plus orientés dans leur choix par les salaires.<sup>10</sup>

*« Certes, il est de l'intérêt de la production elle-même que chacun soit à sa vraie place ; aussi tiendra-t-on compte, dans la mesure du possible, des goûts et des aptitudes de chacun. Puisque c'est dans les dernières années de l'instruction générale qu'on se prépare au Service Social, il ne sera pas difficile d'orienter le choix vers les secteurs où le Plan réclame du personnel. »*

En fait au moment où Duboin s'exprime sur le sujet, l'Etat déjà crée des programmes d'enseignements et des chaires ad hoc, sur la base de savoirs et savoirs-faire qui ont un rapport parfois tenu avec

<sup>10</sup> A noter que Duboin défendait par ailleurs « l'égalité économique » ou égalité des revenus, dont ses partisans ne voulaient pas, car ils y voyaient précisément le seul et dernier moyen de motiver les travailleurs. Marie-Louise Duboin résout le problème de cette motivation par une mesure contractuelle, avec des risques d'un contrôle social qui aurait encore aggravés celui qui sévissaient dans les démocraties populaires.

les exigences et fluctuations du terrain. Dans la perspective d'une planification étatisée, ce souci devient primordial. On ne peut donc que féliciter notre auteur de son sens des responsabilités. Mais dans une économie (ou socialisme) « d'abondance », y a-t-il encore quelque pertinence à promouvoir l'intervention de l'Etat, son implication à tous les niveaux de la production, et de courir ainsi le risque de glisser vers un « Etat fort » ?

*La liberté d'entreprendre revendiquée par les libéraux, est aujourd'hui aliénée par l'obligation d'opérer des profits. Dans l'optique distributiste ce genre d'aliénation prend fin et la liberté d'entreprendre limitée uniquement par la renouvelabilité des ressources.*

Poser la question oblige à mettre le doigt sur un fait négligé. A savoir que les partisans du libéralisme économique « total » et de l'évitement la plus complète possible de l'Etat ne se sont montrés aussi arrogants qu'à partir des Trente Glorieuses, parce que la machine productive était capable à ce moment-là à la fois de produire en abondance et d'écouler ses produits et services en proportion. « L'échange », pour parler Duboin, n'avait jamais aussi bien marché...

Dans la période qui avait précédé la guerre, ce n'était pas le cas, et M. l'Etat, même s'il n'était pas jugé responsable de la situation, était vivement prié d'intervenir. On sait avec quel succès Keynes s'est introduit dans le débat, en montrant à quelles conditions l'intervention de l'Etat agirait le plus favorablement.

Aujourd'hui, où l'ajustement de la production à la possibilité de l'écouler pose à nouveau des problèmes, on s'intéresse donc à nouveau à ce grand homme. Mais « distributivement parlant », l'idée centrale des libéraux n'en reste pas moins juste. Dans une économie où la production est capable de satisfaire toutes les demandes de base et au-delà, donnant de ce fait une idée ou image d'*« abondance »*, dans une économie où la solvabilité des usagers est assurée directement, sur la base de cette production et non plus sur les profits monétaires qu'il faut en tirer, l'entreprise est débarrassée de sa maladie infantile : celle, très précisément, d'être astreinte aux profits monétaires. Cultiver l'éthique de la libre entreprise est alors pleinement justifié.

Arrêtons donc la guerre de religion sur ce point. Quand je développe l'idée d'entreprises libérées des profits monétaires, des entreprises qui pourront donc proposer et non plus imposer l'expérience de nouveaux produits et services ou de proroger les anciens, il y a toujours dans la salle une bonne âme pour vomir mes propos. Elle n'a pas entendu « libéré des profits monétaires ». N'étant pas elle-même obligée d'en faire, elle n'a aucune idée des contraintes qu'ils représentent. Elle n'est donc pas prête à voir qu'ils constituent la pollution majeure et considère au contraire comme une évidence que des profits monétaires, *il en faut*, que l'histoire les a voulu et qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin, même s'ils doivent se payer toujours plus cher. Que l'entreprise soit asservie aux profits monétaires et que cet asservissement la pollue, pour elle, c'est un autre sujet. « Entreprise » suffit à son bonheur contestataire. Quoi ? Vous avez dit entreprise ?! C'est pas-beau, « entreprise ». C'est Mal, « entreprise ». C'est Le mal. Entreprise égale patron, égale exploitation, égale pointer au boulot, égale... L'entreprise *c'est comme ça* et le restera éternellement.

Nombre d'amis de *PROSPER*, qui ont donc parfaitement intégré ce que j'appelle la pollution majeure, renâclent eux aussi à « entreprise ». Comme si, quand des choses arrivent dont ils se félicitent, *elles arrivent*, point. Comme si elles ne résultaient d'aucune entreprise. S'ils se proposent eux-mêmes de faire des choses formidables, ils ne les entreprendront pas. Ils les mettront en route, mais ce sera tout sauf une entreprise.

Aidez-moi. S'il vous plaît, que dois-je dire ou écrire ? Bon : nous n'entreprendrons plus. Alors qu'est-ce que nous ferons ? Nous initierons des actions ? Nous nous aventurerons à...? Nous ouvrirons des chantiers ? Nous tenterons des expériences...?

« Chantiers » ou « expérience » ne passe pas non plus et l'insistance avec laquelle je dis « nous » engendre la méfiance : c'est QUI, « nous » dans une entreprise ? Qui est-ce que ça peut être ? Dans une entreprise, ce « nous »-là peut-il se faire « démocratique » ?

Ainsi m'arrive-t-il de supposer que ceux qui m'accusent de « penser entreprise » ont leur idée sur la question, et sur celle de la démocratie aussi. J'essaie de la leur faire accoucher. Sans doute ont-ils dépassé le stade de l'entreprise *humaine* (ou « à visage humain »)? Bravo. Dans le futur tel qu'ils l'envisagent la machinerie productive sera donc devenue parfaitement automatique, avec capteurs olfactifs disposés en tous lieux pour déterminer les besoins de base à satisfaire ? Plus de *Nous* : *Elle*, enfin ! Elle décidera toute seule de la forme dans laquelle sera distribuée la satisfaction des besoins, éliminant les doutes des temps anciens, quand les

méchants entrepreneurs osaient encore s'en offrir - ou étaient obligés d'en avoir au vu des retours sur investissements.

**De quoi le déni de l'« entreprise » par les adversaires du libéralisme est-il le signe ? D'une défaite de l'intelligence politique.**

Les adversaires du libéralisme voient l'avenir dans le rétro. Ils voient toujours et pour toujours l'entreprise dirigée par un patron. Ils admettent par ailleurs qu'il doit y régner « de la discipline ». Ils préfèrent donc, à tout prendre, la laisser aux patrons bêtes et méchants qu'ils ont en grippe. Ils craignent qu'elle soit créée à l'initiative de coopérateurs qu'ils auront plus de mal à désavouer que ces sombres brutes de patrons. Craignent par dessus tout que le projet d'entreprise les oblige à quitter leur carapace machinale.

***La critique de l'entreprise  
par les adversaires du libéralisme  
va de pair avec l'absence de projet  
sur son avenir.  
Cette absence de projet  
nuit gravement  
aussi bien aux socialistes  
qu'aux prétendus anticapitalistes.  
Il est temps de penser l'entreprise  
autrement que  
comme un truc productif,  
qui ne peut « marcher »  
que s'il fait des profits monétaires.***

L'entreprise est le lieu de tant d'humiliations, y compris sous sa forme autogérée, qu'elle finit par créer une sorte d'allergie. Ses « adversaires » l'abandonnent donc *aux autres* (et ne verrait aucun mal à la céder à l'Etat ou au Parti du Peuple). Ils préfèrent végéter dans la servitude râleuse que de déclarer tout net que l'entreprise actuelle est une pauvre entreprise et que si le patron fait le faraud c'est pour masquer une aliénation dont il est la plus haute victime.<sup>11</sup>

Si la gauche dans son ensemble n'a rien de neuf à dire, ce n'est pas seulement parce qu'elle a complètement introjeté, assimilé le modèle libéral

et croit toujours (ou pour croire) que le social est soluble dans les profits monétaires.<sup>12</sup> C'est avant tout parce qu'elle n'a aucun projet à présenter qui déborderait « la libre entreprise » libérale sur son propre terrain. Elle n'a pas assez de souffle pour penser « l'entreprise » sous les auspices d'une liberté d'entreprendre accessible à tous et qui ne serait contrôlée ni « par en haut » par un Etat keynésien revu et corrigé 2009, ni « par en bas » comme beaucoup en rêvent encore, avec des coopératives autogérées mais toujours soumises aux profits monétaires<sup>13</sup>.

Relisons le texte cité. Duboin a parfaitement intégré la fin des profits monétaires. Mais le fait que les entreprises ne seront plus asservies aux profits ne les dispenserai pas de respecter le Plan ! On ne voit pas l'initiative partir de la base. « L'esprit d'entreprise » sera assigné à résidence dans les bureaux du Plan<sup>14</sup>.

L'Etat s'engagera à fond dans la productivité, dans le but de diminuer le temps de travail et que chacun puisse jouir plus tôt d'une retraite bien méritée. Il s'appliquera à fournir ses entreprises en personnels formés. Les chefs d'entreprises seront donc tenus de se comporter plus que jamais en chefs et à se plier aux ordres (servitude et grandeur militaire...). Quant aux travailleurs, ils devront comme avant affronter les nécessités supérieures de l'Entreprise dans laquelle ils auront été affectés « en respectant leurs goûts »...

Conclusion : quel que soit le modèle, libéral, socialiste ou distributiste historique, l'opposition et la complicité de fait entre « base » et « sommet » continuent de sévir. Dans les trois cas l'entreprise entretient les luttes de classes et leur association dans un système où la maîtrise des usages par les usagers est rabattue sur la satisfaction de leurs « besoins ». Que ces besoins soient à l'avenir modérés ou modulés par le souci de respecter la planète ne les empêchera pas d'être présentés comme des besoins ni de confier à l'entreprise et ses bataillons le soin de les résoudre.

L'appropriation de l'outil de production, qui aurait signé la victoire du prolétariat, l'appropriation par les banques de l'outil de distribution, qui aurait signé celle du libéralisme, leur synthèse dans un distributisme d'Etat maître à la fois du Plan économique et de l'émission de monnaie, nous pouvons donc aujourd'hui toutes trois les associer sous le symbole des cheminées « canon ».

<sup>11</sup> N.B.: Contester qu'il en soit lui aussi une, sous prétexte qu'il souffre moins que les autres au plan matériel, revient à rabattre la politique sur le confort et relègue la liberté d'entreprendre au second plan.

<sup>12</sup> C'est sa « cheminée canon » favorite !

<sup>13</sup> Et qui seraient encore plus demandeuses, pour survivre, d'un environnement keynésien.

<sup>14</sup> Dont on pourra « démocratiquement décider » à 99% avec goulag assorti ?

## *le prix des choses sans prix<sup>15</sup>*

Le système soviétique et le libéralisme ne s'en sont pas tenus au dessin. Inutile de revenir sur leurs dégâts.

Le distributisme « historique » est resté dans les cartons. Félicitons-nous-en plutôt, car cela nous permet de considérer sa « cheminée canon » avec une certaine indulgence.

Que nous donne-t-il à voir ? En résumé : une économie *perpendiculaire à l'Etat*, un service social *perpendiculaire aux « besoins »*, et des échanges opérés avec une monnaie géniale mais toujours *perpendiculaire à la valeur d'échange*.

Ces trois perpendicularités correspondent à une vision du monde aujourd'hui dépassée.

Une économie sans profits monétaires est d'ores et déjà possible sans que l'Etat en assume la direction. Cette éviction de l'Etat dans son rôle directeur est encore plus facile si on abolit la monnaie elle-même. On peut craindre en effet qu'il se réintroduise en force dans la vie des entreprises par le biais de l'attribution des crédits en fonction d'un Plan (et d'un « service social ») correspondant aux « besoins » que la majorité au pouvoir (« démocratiquement élue » bien sûr !) aura décidés, au péril de *l'expérience*.

Une économie qui ne pense plus « besoins » mais « usages » est possible aussi, et d'autant plus facile à mettre en œuvre que l'abolition de la monnaie entraîne celle du salariat. L'entreprise ne peut en effet fonctionner que si elle a un caractère convaincant, et donc attire et retient les ci-devant « salariés » pour de tout autres motifs que celui de leur survie ou de leur ascension sociale-matérielle. Elle cesse d'être un lieu d'exécution et se change en une sorte de laboratoire d'usages, pour interroger la façon dont nous transformons les ressources humaines et planétaires et les raisons qui nous poussent à le faire.

Régler les échanges de ressources/services sur une base monétaire introduit en effet dans l'usage qu'on en a des considérations quantitatives qui lui sont extérieures, hétérogènes. Que la monnaie soit capitalisable ou non, *le moyen devient le message*. Le prix attribué aux choses devient le seul « prix » des choses. Il confère à nos usages une nécessité prouvée par son prix. Il crée artificiellement la rareté (il n'y en aura que pour ceux qui pourront payer). Abolir la monnaie libère ce contre quoi nous échangeons nos existences et celle de la planète d'une comptabilité perverse.

L'argent s'est entremis partout. Nous ne connaissons plus que lui, mais périodiquement sa norme s'affole, ou rend fou. Les modèles que nous imaginons pour nous libérer de ses contraintes empruntent encore à sa folie. D'où les deux cheminées-canon signées Paul Jorion et CJD.

Mais **PROSPER** n'en commet-il pas une nouvelle ? A quelle « pente » jugée aussi indépassable que celles de l'Etat, des besoins ou de la valeur d'échange, est-il encore perpendiculaire ? N'est-il pas lui aussi tenté de « normer » et se normer ?

**PROSPER**, reconnaissions-le, est comme les autres à la recherche d'une idée directrice. Mais il se garde bien de la fonder sur des obligations dépassées comme celle d'opérer des profits monétaires ou de n'échanger que contre des sous. Il la « fonde » plutôt dans la mise en perspective expérimentale de toutes les entreprises, dans l'expérienciation.

Norme pour le moins paradoxale, vous en conviendrez, puisque son principe est de tenir toujours l'interrogation « ouverte », et la société, donc, sur de tout autres bases que celles que Popper avait cru discerner dans le libéralisme (ce qui lui valut d'être anobli).

Ce qu'on appelle civilisations, cultures, peuples ou personnes, résolvent les contraintes de base en spéculant sur un certain équilibre, certaines « fins ». Pourquoi cette spéulation - et savoir, déjà, qu'elle en fait une ! – ne suffirait-elle à notre bonheur ? Pourquoi rendre ce bonheur tributaire d'obligations « qui en font des tonnes », comme on dit, des tonnes de moraline et de déchets ? Et pire encore, de spéculations hétérogènes, portant sur des profits monétaires qui subrepticement mutent de moyens en fins ?

Peut-être aurons-nous l'occasion d'y revenir. Des concepts comme « gratuité », « art », entrebaillent la porte. « Expérienciation » aussi.

<sup>15</sup> Cf Jean Duvignaud.

\*\*\*\*\*

Le CD ci-joint est toujours audible sur  
prosperdis.org.

Nos abonnés l'ont reçu par un courrier spécial.

NOMBREUX SONT CEUX QUI L'ONT DÉJÀ REPRODUIT.

Pour faciliter sa diffusion

soit sous cassette « cristal »

soit, comme ici, sous pochette souple,

ils pourront photocopier le sommaire (ci-dessous)

et *le texte d'accompagnement* (recto-verso)

agrafé à cette page.

\*\*\*\*\*

vous avez dit

## **anticapitaliste ?**

### **abolir les profits monétaires**

- 1. Une double impasse
- 2. Distributisme et redistributisme (*vrai nom du capitalisme*)
- 3. Gros mensonge (*l'anticapitaliste qui conserve les profits monétaires*)
- 4. Une bête évidence
- 5. L'invention du modèle distributiste
- 6. Le revenu *minimum* d'existence (*donc à compléter et non garanti*)
- 7. Trois questions (et trois réponses) décisives
- 8. Critique du distributisme historique
- 9. De l'abolition des profits monétaires à celle de la monnaie
- 10. Si vous voulez *rassembler*...
- 11. Le triste cas des écologistes
- 12. Nouveau chantier

50 minutes env.

#### *supplément*

- 13. *Partager le distributisme*
- 14. *L'« économie réelle »*
- 15. *Pourquoi abandonner la monnaie ?*
- 16. *Un usage inversé du porte-monnaie*
- 17. *« Les gens ne vont plus rien faire »*
- 18. *La mise en ondes politiques*

20 minutes env.

\*\*\*\*\*

Attention :

les formats « pochettes souple » ou « coffret cristal »  
ne sont pas les mêmes à quelques millimètres près.  
Quel que soit le cas, commencez par plier la feuille  
en deux et calculez à partir du pli.

# DE L'ACHAT À L'ACCÈS

Le triste triomphe du modèle libéral tient à l'usage d'une technique, celle du *prêt à intérêts* qui constraint tout entrepreneur à rendre plus qu'il n'a emprunté et toutes les économies du monde à faire des profits monétaires croissants.

Cette technique peut être aujourd'hui surclassée  
en déconnectant la production  
des exigences de rentabilité monétaire  
et en associant

## *I'abolition des profits monétaires à celle de la monnaie*

Les codes-barres permettent déjà un suivi réel, exclusif, non déformé par les évaluations monétaires des ressources et des richesses créées.

En substituant la comptabilité matérielle à la comptabilité monétaire, les banques se transforment en *banques de données*.

Elles prennent en compte la cadence à laquelle les ressources, produits et services se renouvellent.  
Elles y donnent accès, aux entreprises comme aux usagers.

### **Cette nouvelle technique**

- 1. offre aux usagers leur vie durant l'accès aux richesses qu'ils créent, un accès directement garanti sur le résultat de leur travail et celui des machines, sur des produits et services qui sont là sans devoir attendre des profits monétaires réalisés après leur passage sur des marchés concurrentiels et aléatoires.
- 2. elle relocalise les économies et les rend solidaires.
- 3. les usagers, libérés des aléas de l'Emploi et de la Croissance, peuvent désormais s'opposer à tous les travaux inutiles, malsains, mal organisés, qui les traitent en exécutants, reproduisent les distinctions de classe et ravagent l'environnement.

Dans le cadre du système actuel, les compromis internationaux n'ont qu'un but : poursuivre la guerre économique.

*L'abolition de la monnaie entraîne celle des profits monétaires.*  
*Elle met la solidarité au cœur des relations internationales*  
*Elle libère l'action écologique des comptes de bilan.*

\*

informez-vous

[prosper.dis@wanadoo.fr](mailto:prosper.dis@wanadoo.fr) www : [prosperdis.org](http://prosperdis.org) [atusol@laposte.net](mailto:atusol@laposte.net)

## *De l'achat à l'accès*

# Choix d'arguments

- 1. Les codes-barres sont d'un usage courant et leurs performances en amélioration constante. Ils permettent de gérer les stocks et les flux de marchandises en temps réel. Aujourd'hui déjà les indications portant sur les prix ne sont nécessaires que dans la mesure où les entrepreneurs et les commerçants attendent des profits monétaires de leurs investissements et de leurs services.
- 2. *Aujourd'hui déjà, dans les grandes surfaces, la carte que vous tendez à la caisse pour avoir des ristournes trimestrielles, SE REMPLIT d'indications sur ce que vous avez acheté. Aujourd'hui déjà, quand vous tendez votre carte de Sécu à la pharmacie, elle vous est rendue sans que vous ayez à payer les médicaments homologués sans supplément. Observez aussi les locations de places au théâtre ou en TGV : tant qu'il y en a de libres, on peut en disposer... Dans le modèle envisagé, personne n'a plus besoin de savoir combien il « gagne » ou lui reste à dépenser. On oublie les revenus et leurs hiérarchies.*
- 3. On recense les ressources disponibles localement et par régions de plus en plus éloignées. On les gère en fonction de leur distance, de leur renouvelabilité, des incidences écologiques. Dans une économie sans profits monétaires on n'a plus à spéculer sur la rareté ! La solidarité s'introduit naturellement dans les échanges.
- 4. *Nous sommes aujourd'hui déjà capables d'anticiper sur le moment où « ça va manquer ». Dans le modèle envisagé, votre carte d'accès se « remplit » de ce dont vous avez l'usage. Si une baisse de fournitures s'annonce, ceux qui se seront déjà servis ne pourront plus en prendre, et ce sera justice, pour ne priver personne, mais n'empêchera pas ceux qui n'en ont pas l'usage de leur en offrir. La production s'ajuste au plus près de la demande, sans devoir couler les rivaux par des productions à bas prix.*
- 5. *La question souvent posée est : s'il n'y a plus la carotte et le bâton du salariat, « les gens vont rester chez eux... ». L'argument ne tient pas. Si nous avons vraiment l'usage de A., B., C., nous le produirons dans des conditions que nous rendrons acceptables et gratifiantes.*
- 6. *Observez la façon dont vous vous portez volontaire pour faire ce qui vous intéresse. Le système proposé permet de refuser ce qui humilie le travail, l'inventivité, la planète. Il décourage les petits chefs. On vous objectera la nature humaine bête et méchante (ce que « les gens » SONT). Elle résulte de vingt-cinq siècles d'exploitation et de misère et n'a rien de fatal.*
- 7. *La crise va bientôt faire descendre les peuples en colère dans la rue. Elle peut porter au pouvoir l'extrême gauche ou l'extrême droite. Leur modèle économique ne diffère en rien de celui des partis de gouvernement classiques. Elles tireront un parti maximal des dispositifs policiers et de fichage qu'ils ont répandus sous prétexte de prévenir le terrorisme. Elles n'auront même plus à mettre les banques sous la tutelle des Etats : c'est fait !*

Abolir les profits monétaires et la monnaie  
offre une sortie par le haut de toutes les impasses actuelles  
et l'occasion de faire droit à des espérances que nous n'avons jamais osé formuler ou que la  
mise en scène politique défigure et oppose.

\*

## TRAVAUX PRATIQUES

*Une des premières questions qui vient après avoir exposé l'hypothèse d'une économie sans profits monétaires et sans monnaie :*

**Comment assurez-vous la production ?**

*Elle nous donne l'occasion de présenter une façon de la traiter, ainsi que la plupart des autres, par des groupes réunis à cet effet.*

*En règle générale, en ce qui concerne aujourd'hui toute idée de changement, il y a deux façons de réagir.*

**...perfectionner la chandelle**

*On tient pour acquis que le système actuel est le seul qui peut assurer la survie de l'espèce et de la planète. On passe à pertes et profits ce qu'il détruit ou empêche. On insiste par contre sur l'évolution positive, les progrès en matière de droits ou de confort (ils ne touchent pas encore tout le monde, bien sûr, mais ça viendra, patience, vous verrez !)... On l'en tient même pour responsable, alors qu'il n'en est que contemporain et les remet tous les jours en cause. C'est la méthode réformiste.*

**...inventer la lampe électrique**

*Vous montrez que les données et possibilités aujourd'hui utilisées pour participer à la guerre économique, ou la rendre un peu plus supportable, pourraient faire de tout autres usages que des usages guerriers ou réparateurs. Au passage, vous mettez en évidence des données et possibilités oubliées, négligées, refoulées...*

*C'est la voie que nous proposons d'adopter, pas seulement pour se conforter dans l'assurance qu'une économie sans profits monétaires et sans monnaie, c'est possible, mais pour enrichir encore son hypothèse.*

Revenons maintenant précisément à la question posée.

### ***Regarder autour de soi***

Le travail du dimanche, les millions de bricoleurs ? Ils ne redistribuent aucun profit monétaire et ruinent les petites entreprises. Les grandes surfaces et les magazines en profitent, eux, pour vendre plein d'outils, d'appareils, d'idées. Refuge d'une culture ouvrière élargie, la polyvalence du bricoleur, sa copie éclairée, ses échecs et succès, touchent aujourd'hui tous les milieux, et pas seulement les « petits banlieusards ». Ils ont modifié l'offre (livrée en kit) et leur propre demande (elle s'oriente vers la simplification, la simplicité...). Réunissons les études sur le sujet, décryptons leurs intentions, etc.

### **Le bricolage entre invention et imitation.**

Le bricoleur est en auto-apprentissage. Il prend des risques (perte de temps, de matériaux, échecs). Il acquiert des « trucs ». Il aime les communiquer et les comparer. Il fait aussi en sorte que « ça ressemble à quelque chose », à la manière du « peuple » à qui on reprocha de faire des alexandrins (v. J. Rancière, La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier, Fayard 1983). Réflexion à mener sur cette inventivité, la capacité d'échapper aux modèles des dominants, etc.

**Autres pistes : La culture « alternative », le « libre »...**

**Les associations, ONG, Les communautés de village...**

domaines qui prouvent des capacités de résistance aux modèles dominants, mais sont tolérés parce qu'ils créent des niches de survie, épurent leurs dégâts, les masquent, occupent les contestataires.

***Anticiper...***

### **Du travail mécanique au travail artiste**

Il existe une abondante littérature sur les performances comparées de travailleurs placés dans différentes conditions de travail. Qui veut s'investir sur le sujet pour rassembler les données, la façon dont les points de vue évoluent et pourraient encore évoluer avec une mobilité volontaire des travailleurs ?

## De la flexibilité obligatoire au libre butinage

Les conditions actuelles exigent de la part des travailleurs une humiliante (et coûteuse) **flexibilité**. Relocaliser l'économie permet de corriger cette situation, mais ne nous laissons pas entraîner sur la pente un homme = un métier, « un métier pour la vie ». Ce point appelle un regard croisé sur deux droits refoulés :

▫ A. *Celui de s'investir personnellement dans une activité (et les informations qu'elle requiert)*. Ce droit est aujourd'hui encore injurié par des formations professionnelle étroites, qui n'attendent du personnel « formé » que de strictes capacités d'exécution. D'où, chez les travailleurs, le sentiment de vide et l'impression qu'ils ont de devoir tout rapprendre quand un secteur d'activités vient à lâcher. L'esprit dans lequel ces reconversions sont conduites est celui de « l'idiotisme de métier » (idiot = isolé) déjà épingle par Marx.

Entre autres études ou compte-rendus d'études attendus sur ce point :

▫ l'**histoire de la destination des métiers** (la façon dont les branches d'activités se spécialisent, corporatisent, se font concurrence) et de la destination des individus à ces métiers (qui les valorisent, les « élisent », les divisent...).

▫ les méfaits de la spécialisation et de la division du travail et de la recherche.

▫ inversement, sur les avantages de la spécialisation, de la mise en synergie des informations relatives à un domaine particulier et sur les obstacles qui y sont mis.

▫ B. *Le droit de « papillonner » d'une activité à une autre*. Changer d'emploi est encore aujourd'hui interprété sur le mode « il (elle) ne sait pas ce qu'il veut » ou un malheur consécutif au chômage. Ces changements constituent pourtant un facteur d'enrichissement dont la collectivité peut tirer bénéfice : transmission d'exemples, « ponts » jetés entre différentes activités, « gazette ouvrière », parti maximal des expériences locales (déjà fréquentées par les « papillons ») et de la (re)connaissance des talents des acteurs locaux .

▫ Qui veut enquêter sur l'accueil des nouveaux, la façon dont leur recyclage est bénéfique aux autres travailleurs, etc. ? Et dans une entreprise libérée des profits monétaires... ?

▫ Etude toute spéciale de l'insertion des handicapés (elle renouvelle les idées toutes faites que nous avions sur les tâches et les relations entre travailleurs).

## Des idées à la pelle !

### Education « usologique »

Recenter la démocratie sur la maîtrise de leurs usages par les usagers appelle une observation méthodique de « ce qu'il faut pour le faire ». De quoi X fait-il usage, dans quel environnement d'usages... Cette méthode féconde autant la spécialisation que le butinage !

▫ L'**histoire (et la géographie !) des usages** vient à l'appui : la façon dont les peuples traitent la transformation des besoins de base en usages.

▫ Qu'y a-t-il de commun entre... Dans tous les métiers, il faut savoir, on a besoin de... Dans la perspective d'un « papillonnage » choisi, la description des activités a intérêt à mettre en évidence ce qu'elles ont de commun. Elles peuvent d'autant mieux se féconder les unes les autres par la suite (et si on faisait comme eux...?). Cf. la façon dont on étudie aujourd'hui l'ingénierie naturelle et montre comment certains « montages » (articulations, physiologie) se retrouvent dans des espèces que les classifications d'antan interdisaient de rapprocher.

### Autres pistes de recherche :

Les ateliers polyvalents (Rappel : Piotr et Sabel : *La spécialisation souple*, Hachette 89).

Les entreprises devenues inutiles, intégrées à la production générale (assurances, etc.)

D'autres questions vont se poser, qui débordent du présent cadre de la « production » et croisent des questions relatives à l'esprit général d'une économie sans profits monétaires et sans monnaie.

Ex. : **La création d'entreprise et les dispositifs prudentiels**. Contenu de ces dispositifs (empreinte écologique, cadence de renouvelabilité, recyclage) Qui décide de ces dispositifs ?

Le suivi « expérimental » des entreprises... Leur mise en synergie...

Tâchez de les traiter dans le même esprit (on perfectionne la chandelle ou invente la lampe électrique ?)

En complément, voir le débat ouvert sur [prosperdis.org](http://prosperdis.org)



# *abolir les profits monétaires* et la monnaie !

*Le texte qui suit est celui, à peine revu,  
de la première partie de la conférence  
qui avait été prévue à Lançon de Provence  
en Mars 2009.*

Il **précise encore** les thèses du CD 2  
encarté dans ce cahier.  
**LISEZ ATTENTIVEMENT !**

Il a été enregistré dans un CD 3\*  
audible prochainement (fin juin 2009)  
sur notre site ***prosperdis.org***

\* Envoyé à nos abonnés dès qu'il sera disponible



## ¤ 1. « La crise » ? Elle nous distrait !

La crise qui a éclaté en 2008, elle est un peu plus grave que les autres, mais, osons le dire : l'émotion que provoquent les licenciements, les ruines, **ça nous distrait**.

Car cette crise, quand sera passée **quand le crédit sera de retour et qu'un nouveau cycle de croissance des profits monétaires aura démarré**, on retrouvera, **et peut-être même encore aggravés par les solutions adoptées**, les trois mêmes problèmes qu'avant :

**problème numéro 1.** **On ne peut plus pomper la planète comme on l'a fait jusqu'ici.**  
Inutile d'insister. Aujourd'hui les écolos n'amusent plus personne.

**Deuxième problème** : **celui de la quantité de travail rémunéré.**

*Cette baisse du nombre d'emplois rémunérés est due principalement à la technique.*  
Le capitalisme n'en est pas lui-même la cause, puisque de tout temps les hommes ont cherché à diminuer leurs peine, mais le capitalisme en aggrave les conséquences. Il crée de moins en moins de postes salariés et de plus en plus d'assistés.

**Problème n°3,** *celui de la paix et des armements.*

On estime aujourd'hui que la puissance explosive stockée dans les arsenaux du monde, est 10.000 fois supérieure à la quantité d'explosifs utilisés au cours de la seconde guerre mondiale (Dresde, Hiroshima et Nagasaki compris). Chacun de nous a plus de 5 tonnes de TNT suspendues au-dessus de sa tête.

**Ces trois problèmes, le capitalisme peut-il les résoudre ? Sûrement pas.**  
**On ne peut pas l'accuser de les avoir entièrement créés : l'homme préhistorique n'était pas tendre non plus avec sa planète et on a fait la guerre bien avant le capitalisme.**  
**Mais il les agrave sans cesse, et la crise passée, nous allons donc les retrouver.**

**Et cette crise elle-même ? Comment va-t-il la gérer ?**

**Il va la gérer avec les outils dont il dispose.**

Il va nettoyer quelques abus, genre paradis fiscaux et parachutes dorés, ça distraira le bon peuple, tout heureux de voir punir les riches. Mais en dépit de mesures de soutien, dans les semaines et les mois qui viennent de plus en plus d'entrepreneurs ne pourront plus vendre et ils vont donc licencier.

**Nous serons donc privés non seulement de salaires, c'est-à-dire de moyens d'accès aux produits et services, mais privés aussi de ces produits et services.**

Les ressources humaines et matérielles, pourtant, elles seront toujours là ?  
**La terre ne demande qu'à produire, et chacun de nous ne demande pas mieux que d'être utiles.**

d'où l'idée que je vais développer maintenant de

*mettre en place dès aujourd'hui  
pour prévenir les ravages de la crise  
un mode de gestion  
qui conserve l'accès de tous  
à tous les produits et services essentiels dont nous avons l'usage.*

## 2. TINA (there is no alternative)

*Crise du capitalisme, crise capitale, les journaux en son pleins, mais la croyance générale demeure : au capitalisme il n'y a pas d'alternative.*

Même ceux qui se déclarent anticapitalistes en sont convaincus, **puisque** après avoir dénoncé les abus du capitalisme, les patrons, les banques et les politiciens à leur solde, ils promettent **une redistribution des profits plus juste**.

*Ce qui veut dire que des profits, il faut continuer d'en faire.*

Ils ne proposent donc rien d'autre que faire des profits plus justement, plus moralement.

*Ils restent dans l'optique capitaliste : dans l'obligation de faire des profits monétaires.*

*Leur anticapitalisme, c'est de la protestation gratuite.*

**Alors on arrête de protester dans le vide :**

**Les poissons trouvent leur oxygène dans l'eau, les mammifères le trouvent dans l'air. Le capitalisme trouve son oxygène dans les profits monétaires.**

La seule alternative réelle au capitalisme, si on la veut sérieuse, il faut la chercher dans **l'abolition des profits monétaires** et pour faire bon poids, **DANS L'ABOLITION DE LA MONNAIE**

Une société, une économie, une écologie qui ne dépendent **plus** des profits monétaires, c'est tout à fait possible, comme le montre l'hypothèse distributiste à laquelle j'ai appelé à réfléchir pendant une douzaine d'années.

Une société, une économie, une écologie qui ne soit plus asservie *MEME* à l'usage de la monnaie, c'est possible aussi, plus simple à comprendre et encore plus facile à mettre en œuvre, qu'une économie sans profits monétaires avec une monnaie spéciale, *une monnaie non accumulable, non thésaurisable*, donc anticapitaliste par construction, comme dans le distributisme classique.

C'est plus facile à mettre en œuvre, puisque tous les appareils sont déjà en place, et cette solution offre des garanties écologiques et démocratiques à mon sens bien supérieures.

---

## 3. La comptabilité « matière » intégrale

***Reprendons les choses à la base : qu'est-ce qui est vital ?***

***Qu'est-ce qui devrait uniquement nous intéresser ?***

C'est d'être sûr de trouver les produits et services **dont nous avons l'usage**.

C'est d'en trouver, **surtout quand il y en a**. Ce n'est pas qu'on y colle un prix, **un prix à la Darwin** qui sélectionne ceux qui doivent crever de faim en travaillant dur et ceux qui peuvent tout se payer, même le travail et le chômage des autres.

**Qu'est-ce qui nous intéresse, qu'est-ce qui est vital ?**

Ce n'est pas d'être privé parce que c'est trop cher. *Ce qui nous intéresse*, c'est d'avoir accès aux produits et services, **puisque** il y en a et qu'il devrait continuer d'y en avoir, si l'entrepreneur n'était pas obligé, demain, de mettre la clé sous la porte **parce qu'il n'en tire plus des bénéfices monétaires suffisants**.

*La première chose qui nous intéresse concerne donc les informations au sujet de ce qu'il y a ou qu'il n'y a pas en magasin et en amont, ce qu'il y a ou n'y a pas chez les fournisseurs, et en amont encore, s'il y a ou n'y a pas les ressources les matières premières, l'énergie, pour extraire, fabriquer, transporter.*

---

Ces informations-là, comment on fait pour les avoir ? On sait comment !  
On peut en disposer aujourd'hui à la minute. On en dispose grâce aux codes-barres.

Les codes barres sont entrés il y a trente ans déjà dans la gestion des entreprises. Depuis l'affaire de la vache folle, il y a tous les ans des Salons de la Traçabilité. Les codes barres ont tellement simplifié la **comptabilité matière**, le contrôle des stocks, qu'ils ont abaissé jusqu'à 3% du prix que nous payons les marchandises.

Comment ça se passe à la caisse, aujourd'hui, déjà, dans la majorité des magasins ?

Les codes-barres activent deux sortes d'informations.

Les premières, **au sujet des prix**,  
les autres, au sujet des **réapprovisionnements**.

Nous, les consommateurs, nous faisons surtout attention aux prix.

Ou bien le prix affiché est assez bas pour que nous ayons accès au produit, ou bien il est trop élevé, il fonctionne comme un barrage.

Si vous avez les sous, vous passez. Si vous ne les avez pas, vous attendrez.

En amont, pour produire les marchandises, c'est pareil.

L'entrepreneur / pour diminuer ses prix de revient, il cherche des fournitures moins cher ce qui explique, au moins en partie, que la qualité des produits ne soit pas toujours au rendez-vous.

Aujourd'hui, le circuit des sous est bloqué.

**Il est bloqué en aval** : les consommateurs n'ont plus de sous.

**Il est bloqué en amont**, parce que les banquiers ont des problèmes de crédit.

Ils ne se font plus confiance entre eux mais ils doutent aussi que les producteurs, qui vendent de plus en plus mal, puissent rembourser leurs emprunts.

Pourtant, les produits, les ressources, ils sont là ?

Les machines, les travailleurs, le blé, le riz, n'ont pas disparu parce que les banques ont des ennuis ?

Et demain le kilo de farine, le kilo de riz, quand leur prix sera multiplié par deux ou trois ?

Ils pèseront bien toujours mille grammes ?

*D'où la question :*

Qu'est-ce qui oblige de **plaquer des prix sur des choses**  
au lieu de s'en tenir exclusivement à ce qu'on appelle

**la comptabilité matière ? //**

*Notre militantisme social, socialiste, écologiste,  
il a trente ans de retard sur la mise en service des codes-barres,  
une invention aussi importante que l'imprimerie, le moteur à explosion ou l'informatique*

**Alors emparons-nous-en, de ces codes-barres.**

*Emparons-nous-en, et vite.*

*C'est le moment d'en faire un usage citoyen*

*car si nous ne le faisons pas,*

*ils vont continuer de s'emparer de nous*

**au service d'une économie d'hyper profitabilité  
et d'un Etat de haute surveillance.**

Soyons bien clairs :

**La grande idée de Marx, c'était s'emparer de l'outil de PRODUCTION.**

Le but était de mettre le progrès au service du peuple, car à l'époque on y croyait.

**Mais Marx, déjà, avait vu, ce que les distributistes ont découvert plus tard,**  
il avait compris qu'il arriverait un moment où il y aurait de moins en moins de travail et que les revenus ne pourraient plus dépendre de la quantité de travail offerte.

**Il avait donc déjà proposé de les calculer sur la base non plus du travail mais sur le partage de la valeur globale des produits et services « socialement créés ».**

**Aujourd'hui, la production n'est plus le problème, on sait produire et en abondance.**

*On produit même plus qu'il n'en faut et la planète ne suit plus. Mais du fait du salariat et de la spéculation on a toujours autant de mal à distribuer cette production sans distinction de classe.*

**Ce dont il faut s'emparer désormais c'est de l'outil de répartition ou de distribution**

**Jusqu'en 1980, on n'en connaissait qu'un : la monnaie.**

Mais depuis 1980 nous avons les codes barre, qui permettent de comptabiliser les choses les ressources, en réalité, en vérité, sans leur coller une autre valeur que la valeur d'usage, sans passer par la spéculation.

**Aujourd'hui nous disposons des codes-barres.**

Les codes-barres, *c'est de l'information*, ils ne s'accumulent pas comme la monnaie.

**Ils servent juste à suivre les produits  
de leur création jusqu'au moment où on y a accès.**

## Qu'est-ce que ça veut dire, s'emparer des codes-barres ?

ça veut dire que *tout le monde* doit savoir tout ce qui est disponible dans toutes les entreprises,

qui fonctionnent déjà toutes avec des codes-barres.

ça veut dire rassembler ces informations, par zones de plus en plus éloignées,

ça veut dire aussi rassembler des informations sur des ressources locales que le marché rendait inexploitables et qu'on a superbement abandonné.

ça veut dire qu'on gère les ressources en fonction non plus du prix qu'elles coûtent mais de leur capacité de renouvellement.

Les gérer en fonction du prix, c'est la foire d'empoigne, où ceux qui ont les sous prennent tout : c'est triste, mais nous savons le faire.

En fonction du renouvellement, ça s'appelle une gestion écologique.

Nous n'y sommes pas encore, mais les codes-barres y aider.

### 4. Application : le cas de l'entrepreneur

Pour vous convaincre de l'intérêt d'un tel changement, je réponds tout de suite à la question dans une économie, dans une société sans monnaie *comment ça va se passer ?*

Prenons pour commencer le cas d'un entrepreneur, qui veut mettre au point, par exemple, des machines à laver sans eau.

En faisant vibrer les textiles, les corps étrangers se détachent. *Supposons...*

Il va falloir faire des recherches, mais cette fois, l'entrepreneur/inventeur il ne sera plus bloqué // par des histoires de gros sous, il ne sera plus bloqué par des banquiers qui calculeront s'il va pouvoir rembourser, avec les intérêts, et si son invention elle ne va pas menacer les profits des fabricants et marchands de machines à laver classiques, les profits des plombiers et des distributeurs d'eau.

Avec mes amis, je vais donc à la banque, mais ATTENTION, pas pour chercher des sous !! La banque elle ne donne/plus / de sous !!

**C'est devenu une banque de données.**

Des banques de données, ça existe déjà : ça rassemble des informations.

La banque où nous allons, une banque qui n'a plus rien à faire des prix, elle rassemble du plus proche au plus lointain,

toutes les comptabilités que les entreprises tiennent sur leurs stocks, des comptabilités aujourd'hui déjà toutes gérées sous forme de codes-barres.

La banque où nous allons, donc, au sujet de n'importe quoi, elle sait combien il y en a, / en quel endroit, du plus proche au plus lointain. Elle fait établir des calendriers de renouvellement.

Pour ça, elle fait appel à des mathématiciens qui affinent tous les jours leurs modèles pour prendre en compte les recyclages, la façon dont les diverses utilisations de ces ressources interagissent. On commence à savoir le faire pour surveiller les nuages et les tempêtes, on devrait donc pouvoir le faire pour des produits et services.

Alors... nous pianotons notre projet, nos demandes.  
Ils sont mis en relation avec des projets, des demandes proches.

*Google le fait déjà très bien, vous le savez, et les bureaux d'étude ne procèdent pas autrement,  
=> à ceci près que leurs choix sont forcément orientés par le prix que ça coûte pour le faire venir,  
pour le transformer, pour le breveter, pour en faire la publicité, participer à des lobbies.*

Les ordinateurs seront dressés à signaler où ça se fait déjà, les doubles-emplois.  
Ils vous signaleront des expériences dans la même gamme, ou une gamme proche.  
Ils vous signaleront les connaissances qu'on a déjà sur le sujet, les brevets,  
Ils vous feront entrevoir les pistes de recherches à mener sur le sujet,  
et même des impossibilités.

Arrivera le moment où la banque va vous délivrer  
**un BON A EXPERIMENTER.**

*Ce qui ne veut pas du tout dire qu'il est BON, votre projet, mais*  
□ 1° Qu'on a matériellement tout ce qu'il faut pour le faire, et  
□ 2° qu'il applique au maximum le principe de précaution.

**Vous voyez tout de suite la différence CAR dans le bouillon de onze heures écolo-capitaliste qui se prépare, et que beaucoup attendent comme un vrai changement de civilisation, dans ce bouillon, qui dissout l'écologie dans les profits monétaires comme du sucre dans le café, le changement s'arrêtera là.**

En régime écolo-capitaliste, dans le capitalisme reverdi, la banque ne fera jamais qu'ajouter quelques principes de précaution à la création d'entreprise. L'entrepreneur devra toujours chercher des actionnaires et il embauchera toujours aux tarifs en vigueur, des tarifs qui vont exiger des compromis et des grèves, ou qui seront dictés par le comité central d'un Parti .

**Dans une société sans profits monétaires et sans monnaie  
c'est au moment où vous recevez votre bon à expérimenter  
que les choses commencent. Pourquoi ?**

***Elles commencent tout simplement parce que,  
pour faire le boulot, comme on dit,  
les entreprises ne pourront plus, mais alors plus du tout  
compter sur le fait que les travailleurs ont besoin d'un salaire pour vivre.***

***Vous ne pourrez plus les retenir à l'établi, au bureau ou au barreau  
parce qu'ils ont faim,  
vous ne pourrez plus fouetter leur rendement avec des salaires supérieurs.***

***Dans une économie sans profits monétaires et sans monnaie,  
la carotte et le bâton, c'est fini.***

## **5. Des entreprises convaincantes.**

*Dans une économie sans profits monétaires et sans monnaie, sans salaires, donc, comment est-ce qu'une entreprise pourrait fonctionner si elle n'est pas en elle-même, pour elle-même convaincante, disons, convaincante pour d'autres raisons que salariales, monétaires, « profitaires » ?*

***A quelles conditions une entreprise peut-elle vous convaincre de vous y investir, d'aller y travailler, pour parler le langage actuel, même à temps partiel ?***

*D'abord et avant tout en proposant des choses utiles, saines, durables et belles, des choses dont on a l'usage, ou, si c'est un usage un peu différent, des choses dont l'expérience semble valoir / la peine d'être tentée.*

**Une entreprise convaincante, ça veut dire** que les conditions de travail, elles auront un caractère gratifiant, et elles devront en avoir un, forcément, puisque personne ne sera plus payé pour refiler le boulot moche ou pénible à quelqu'un encore plus mal payé que lui.

**Une entreprise convaincante, ça veut dire** que vous allez pouvoir montrer ce que vous savez faire, et encore y apprendre des choses, ça veut dire que ceux qui y participent ont le temps de vous accueillir, le temps de vous expliquer les enjeux, les problèmes à résoudre. Ils ne poseront pas aux malins qui savent tout, et pour l'expérience qu'ils ont l'intention de faire, ils seront demandeurs de vos propres expériences / et de vos idées / si vous en avez des neuves.

Une entreprise convaincante, finalement, ça ressemble à toutes les fois où vous vous passionnez pour quelque chose, sans compter votre temps, on ne peut plus vous arrêter. C'est une entreprise qui fait appel aux deux ressorts qui enchantent la vie de tous les jours, le plaisir de donner et celui d'être reconnu.

Dans une économie sans profits monétaires et sans monnaie, une entreprise doit absolument apporter un PLUS à ses participants avant, je dis bien ***avant***, avant même d'apporter un PLUS à la production et la consommation.

***La vraie raison sociale de l'entreprise c'est ce qu'elle apporte de PLUS aux participants.***

Elle va se présenter comme une expérience, assortie de quelques défis. Elle va essayer de faciliter, côté consommateurs, certaines obligations pratiques comme ça se fait couramment déjà, sauf qu'on vous le fait payer plus cher.

***Elle va surtout devoir égayer et instruire les conditions de la production***

## 6. Une entreprise usologique et pédagogique

Une fois leur bon de faisabilité en poche, donc, les nouveaux entrepreneurs *ils* vont devoir compléter leur cahier des charges, le cahier de ce qu'ils se chargent d'apporter en matière de production et de consommation.

Ils vont devoir prouver ce qu'ils apportent **de plus** dans deux domaines ou directions **aux plans usologique et pédagogique**.

### ***USOLOGIQUE, qu'est-ce que ça veut dire ?***

ça veut dire que votre entreprise, quand vous allez la présenter il va falloir la situer dans la gamme des **usages** existants : il va falloir montrer en quoi elle les améliore, *en quoi elle* les facilite, *en quoi elle* leur fait honneur, en quoi, pourquoi elle les complète, ou est-ce qu'elle s'y associe bien ?

Est-ce qu'elle ne va pas **faire double emploi** ?

Est-ce qu'il faut la détacher ou la faire fusionner avec une autre entreprise, qui agit dans la même gamme d'usages ou d'usages auxquels on ne pense pas ?

Une entreprise, aujourd'hui déjà, participe à un ensemble d'expériences, elle participe **d'un** ensemble d'expériences, mais l'entrepreneur *il* n'a pas le temps d'y penser. Son grand souci, c'est le moment où les résultats vont s'afficher, et ils s'affichent où ? A la dernière ligne du bilan, si le solde est positif ou négatif.

**Il a gagné combien ? Combien d'argent.**

On est tenté de lui demander, *Et la société, et l'humanité, et la planète, dans ton affaire, ils ont gagné combien ?*

**...posons-nous la question, justement**

### **Ça veut dire quoi, « gagner », quand il ne s'agit plus de faire des profits monétaires ?**

« Gagner », ça veut dire s'enrichir d'un peu de réflexion, ça veut dire être capable de davantage recul par rapport à ce qu'on fait, « *gagner* » ça veut dire renouveler son stock d'informations sur la culture technique ça veut dire croiser ce qu'on va faire avec ce qui s'est déjà fait.

« Gagner », ça veut dire, par exemple, que quelqu'un qui va participer à la production de sacs en papier, il va avoir un regard historique et critique sur ce genre de production, et qu'il sera capable de situer l'atelier auquel il participe dans l'actualité des emballages, dans l'histoire générale des emballages et même, pourquoi pas, la mécanique, la biologie, l'anthropologie de l'ouvert et du fermé.

Je vois donc très bien l'entrepreneur potentiel, quand il présente son projet, donner la parole, pour commencer, à un **historien** ou un **géographe** du sujet, **qu'il s'agisse d'habitat ou d'épingles à cheveux**, ensuite à un **sociologue**, qui dira les implications socio-culturelles de l'objet ou du service produit, **comment ce service, cet objet, participent à notre identité**. Ensuite viendra le **technologue**, capable de situer les procédés prévus dans l'actualité des techniques,

Et pourquoi pas, pour terminer, un poète, capable de faire des ponts entre des monuments comme LA PRINCESSE DE CLEVE, LES MISERABLES et des merveilles techniques aussi dignes d'estime que les sacs en papier.

Toutes ces considérations, remarquez-le, ont déjà un caractère **PEDAGOGIQUE** mais c'est de la pédagogie dans un sens très particulier,  
celle qui vous informe sur des façons de faire // *sans avoir soi-même à les faire.*  
On ne vous demande pas de faire des pointes de flèches en silex quand on vous apprend la Préhistoire ni à vivre comme un Romain quand vous apprenez l'histoire de Rome.

Arrive le moment où il va falloir détailler **les savoirs à mettre en oeuvre.**  
Mais le but n'est plus de mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut sa vie durant.

Le but est d'attirer, *et pas forcément de retenir, attention,*  
des candidats motivés, motivés par l'expérience à entreprendre, *des candidats*  
qui ont envie de croiser les expériences qu'ils ont déjà avec celles qu'ils vont faire là.  
Le but de l'enquête *que j'appelle pédagogique*, c'est de pouvoir signaler  
à des candidats éventuels une occasion de vérifier, de / **ressourcer** ce qu'ils savent //  
ou plus simplement d'en faire don à l'entreprise.  
Nous reviendrons sur cette notion de don un autre moment, et sur celle de reconnaissance aussi.

Le projet d'entreprise va donc croiser des savoirs et savoir-faire,  
*il va les mettre en rapport les uns avec les autres,*  
*il va travailler à les décloisonner*, en partant de l'idée que  
*ce qu'on a appris en faisant ceci ou cela,*  
*on peut s'en servir dans d'autres circonstances, et même l'apprendre à d'autres.*

### ***Entendons-nous bien.***

Dans une société sans monnaie, où le travailleur ne doit plus aller au supplice pour vivre,  
il peut papillonner d'une entreprise à l'autre,

c'est UN DROIT, ce n'est plus une obligation, comme aujourd'hui la flexibilité.

La production doit donc plus que jamais  
pouvoir à tout moment, s'il y a ce qu'on appelle un coup de feu,  
faire appel à des participations *extérieures*, disons.

Mais la participation ne pouvant être que volontaire, elle doit être instructive et joyeuse.

Le projet d'entreprise sera jugé à la joie qu'il apporte,  
et à l'engagement usologique et pédagogique de l'équipe qui fonde l'entreprise.

*Dans une économie sans monnaie, une entreprise ne craint pas les papillons,*  
*elle doit tout faire pour les attirer,*  
*et ce qu'ils butinent chez elle ne sera pas perdu pour les autres.*

C'est d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui,  
où ce qu'on appelle la flexibilité profite déjà deux fois aux entreprises,  
avec la possibilité qu'ils ont de licencier et le bénéfice de savoirs-faire plus fréquemment renouvelés.

## 7. Une société expérimentale

**Repreneons.**

**Le ou les candidats entrepreneurs ont fait une étude usologique sérieuse :**

Ils savent, et nous ont appris ou rappelé, *de quoi ils vont faire usage, dans quel environnement d'usages, de façons de faire.*  
Des façons de faire qui peuvent toujours changer.

Alors, pour les faciliter, les honorer, ces façons de faire, ces usages, ou pour les dépasser, aider à trouver mieux, ***on la tente, l'expérience ?***

**Ici, nous arrivons au cœur d'un débat toujours différé.**

*Au sujet de ce qu'on appelle démocratie.*

*Car aujourd'hui comment ça se passe ?*

Votre projet, même un projet de recherche pure, il doit être rentable, il est jugé à sa rentabilité. La démocratie est asservie à l'argent.

Si vous dites : **L'expérience vaut le coup**, on entend **coût comme coûter**, *coût avec un chapeau sur le U et un T à la fin.*  
L'expérience, elle est jugée comment ?  
Elle est jugée à travers ses probables retours sur investissement.

**Votre entreprise, au final, qu'est-ce qui va décider de son intérêt ?**

**Des critères de gros sous.**

**Des critères extérieurs** à ce qui devrait être **sa vraie fonction**, c'est-à-dire les bénéfices **humains, écologiques** qu'elle apporte.

Mais attention. Attention !

J'ai dit tout à l'heure que les candidats entrepreneurs résentaient leur projet, et vous avez supposé une assemblée, et qui allait voter.

En supposant que ça se passe comme ça, MEME dans une société sans argent, cet accord, cette autorisation, acquis aux voix, formellement démocratiques, en suivant les critères numériques actuels, qui imposent le diktat des majorités aux minorités, t accord, cette autorisation n'offriront pas plus de garanties qu'aujourd'hui.

Rendre un chef d'entreprise responsable devant ses actionnaires ou des entrepreneurs démocratiquement élus, responsable devant une majorité, **ça limite** en fait la responsabilité, ou **ça pousse à l'irresponsabilité**. Pourquoi ?

**Parce que le suivi de l'expérience, il est perturbé par la façon même dont elle se trouve surveillée,**

**surveillée *de l'extérieur*.**

Nous venons de voir ce qu'ont déjà **d'extérieur** les critères monétaires

Il faut beaucoup de courage, aujourd'hui, à un chef d'entreprise, et même à un chercheur, pour suspendre ce qu'on l'a autorisé à faire.

*Le fait même d'avoir obtenu, et souvent arraché, son autorisation, ça l'oblige à persévéérer, y compris dans l'erreur.*

Les décisions prises aux voix, c'est diabolique...

*Il ne veut pas perdre sa place, il ne veut pas perdre la face, déplaire aux mandants.*

J'espère que nous aurons le temps tout à l'heure de revenir sur les méfaits de l'autorisation extérieure, que cette autorisation soit accordée par Dieu, par papa ou maman, par la Constitution, le Peuple, ou le comité d'administration.

**Mais alors où chercher les critères de décision ?  
les vrais, bons critères autorisant à entreprendre et persévéérer - ou arrêter ?**

**On doit les chercher *dans l'expérience elle-même*  
exactement comme pour chacun de nous,  
qui devons modifier nos projets, nos habitudes, nos trajectoires,  
en fonction des obstacles et des bonnes surprises aussi.**

*L'expérience doit donc se faire aussi transparente que possible.  
Et cette transparence veut dire au moins deux choses :*

**d'abord que l'entreprise soit pensée dès le départ comme un essai,  
avec des risques,  
ensuite que tous ses tenants et aboutissants matériels ou culturels/  
ils puissent être continuellement mis à plat.**

**Dans une société sans profits monétaires et sans monnaie,  
ces deux conditions *elles* seront facilement remplies.**

*Nous ne seront plus limités dans nos essais  
pour des raisons qui ont à voir avec le profit.*

Et nous craindrons d'autant moins de nous lancer / que  
la comptabilité « matière », l'observation usologique et pédagogique  
assureront une couverture prudentielle.

**A la moindre hésitation, par ailleurs,  
comme ceux qui participent à une entreprise,  
ne lui sont plus liés par un salaire,  
ils ont un droit égal à signaler les erreurs, défauts, difficultés,  
et s'ils ne sont pas écoutés,  
ils peuvent toujours voter avec leur pieds  
ou en vous faisant un pied de nez.**

#### 8. De l'achat à l'accès

**Mais comment ils vont faire, pour manger, s'ils n'ont plus de revenus ?**

Grave question. Mais vous avez déjà la réponse.

Elle est dans votre portefeuille, votre sac à mains.

**Car beaucoup parmi nous ont déjà ce qu'on appelle une carte de fidélité.**  
Elle sert, en principe, à nous calculer des ristournes. Je ne vous apprends rien.

Mais elle ne sert pas qu'à ça... Comment ça marche ?

Pas du tout comme une carte de crédit.

Votre carte de fidélité, elle ne se vide pas, elle se remplit.

*Elle se remplit d'informations sur tout ce que vous achetez,  
pour connaître vos petites habitudes, vous connecter sur des pubs.*

*Elle sert à bourrer votre courrier électronique de spams, et puis,  
pour vous remercier, et vous appâter davantage, elle vous calcule des ristournes.  
Si on sait faire ça, aujourd'hui,  
pourquoi est-ce qu'on ne pourrait pas le faire, sans vous surveiller VOUS,  
dans une société sans profits monétaires ni monnaie ?*

**On peut très bien et il faut le faire, et vite,  
avant que le gros de la crise ne soit là.** />>

**Vite, tous les usagers doivent disposer d'une carte anonyme,  
j'ai bien dit anonyme.**

*On n'a pas besoin de savoir si vous êtes jeune ou vieux  
pour contrôler votre droit d'accès en telle quantité à tel produit ou tel autre.  
Tant qu'il y en a vous pouvez en prendre.*

**Quand ça commencera à manquer, on le saura comme on le sait déjà quand  
la quantité de yaourts frôle la limite inférieure tolérable sur ce rayon  
ou quand il n'y a plus de place dans le TGV.**

*Alors si vous avez déjà pris de cet article-là,  
au moment d'en reprendre, la carte elle dira non.*

**Non, suspension provisoire sur cette carte-là.**

**Mais si j'en ai vraiment besoin, si je ne peux pas faire autrement,  
je peux demander à quelqu'un de me passer sa carte.**

**Le dispositif de renouvellement en sera accéléré, un point c'est tout.**

*Vous sentez la différence  
aujourd'hui, chacun de nous est libre d'acheter.  
Il est libre... dans la mesure de ses revenus, de son budget.*

*Si les autres n'en ont pas les moyens, on les plaint,  
on sent bien que c'est injuste, mais que faire ?*

*Partager, les Restaurants du Cœur, ça ne résout pas le problème.*

**Dans une économie sans monnaie, qu'est-ce qui importe ?**

**Dans une économie sans monnaie, ce qui importe  
ce n'est plus d'ACHETER. C'est d'AVOIR ACCES.**

j'insiste :

**Dans une économie sans monnaie, tout le monde a un droit égal à l'accès.  
Ce droit ne vous est plus mesuré par des revenus salariés ou des allocations.  
Vous n'êtes plus Madame ou Monsieur Porte-Monnaie qui se remplit et qui se  
vide.**

**Vous n'avez pas à gérer de budget personnel,  
un budget en gros sous  
où tout ce qui vous intéresse c'est de dépenser moins,  
et tant pis si, pour vous le vendre meilleur marché,  
il faut exploiter le tiers-monde et les enfants.**

**Dans une économie sans monnaie,  
vous êtes associé, de fait  
à la gestion d'un budget tout différent.  
Vous êtes en prise directe sur les trois problèmes que j'ai signalés au début.**

***Est-ce que la planète peut suivre ?***

***Est-ce que les tâches nécessaires ont un caractère dégradant ?***

***Est-ce que ça garantit la paix sociale et internationale ?***

## **9. Démocratie chrématistique et démocratie usologique.**

**J'ai appris, sur le tard, le mot *chrématistique*, avec un h après le c.  
ça veut dire qui a rapport avec la création de richesses.**

**et si vous le mot vous fait penser à de la crème tant mieux, vous le retiendrez,  
c'est une bonne image pour comprendre que si l'argent, la crème, elle améliore le gâteau,  
la crème sert aussi très souvent à cacher le goût. On met dessous n'importe quoi.**

**Les seules richesses qui comptent aujourd'hui sont celles qu'on peut compter en argent.**

**Dans nos démocraties actuelles, l'enrichissement des usagers,  
à quelque niveau que ce soit, il a à voir, il a à faire avec l'argent.**

**Dans nos simulacres de démocraties ///**

**qui DECIDE de l'usage que j'ai d'une chose ?**

**Qui décide du besoin que je m'en suis fait, du besoin qu'on m'en a fait,  
le besoin qu'on m'en a donné, mais ce n'est pas forcément un cadeau.**

**Ce qui en décide, c'est le profit qu'on va en faire,  
c'est le budget que je peux y consacrer.**

**Je ne vois pas les choses sous l'angle du libre usage mais du besoin.**

**Le besoin que l'entrepreneur a de faire des profits.**

**Je les vois sous l'angle du besoin que j'en ai, parce que je ne peux pas faire autrement que d'aller travailler ou m'approvisionner en voiture ou dépenser dix litres d'eau chaque fois que je tire la chasse... jusqu'à ce qu'on me vende deux fois plus cher un appareil qui en dépense un peu moins.**

**Dans une société sans profits monétaires et sans monnaie,  
j'ai les moyens de réfléchir à ce dont j'ai l'usage.**

**Aujourd'hui, si je trouve des usages plus écologiques ou qui épargnent les signes de distinction sociale, je risque de créer la misère, car il y a des entrepreneurs et des travailleurs qui en vivent, qui en tirent des bénéfices et des salaires.**

**Dans une économie où on n'a plus besoin de salaire pour vivre, changer les usages n'entraîne plus de faillite.**

**On peut calmement réfléchir à tout ce qui peut améliorer la vie quotidienne.**

**On peut réfléchir à ce dont on fait usage, dans quel environnement d'usages,**

**On peut réfléchir à ce qu'on fait de sa vie et de la planète.**

## **La notion d'expérience devient centrale. ou pour le dire autrement, la maîtrise que nous avons de nos usages**

**Je vous ai dit tout à l'heure dans quel esprit on créait les entreprises :  
dans un esprit d'expérience. Abolir la monnaie, c'est passer  
de la démocratie chrématistique à la démocratie usologique.**

**Une démocratie dont la fonction principale est  
la mise en observation des usages, leur expérimentation,  
et où le lancement d'un nouvel usage ou l'abandon d'un ancien  
ne risquent plus de créer de chômage ni de ravager la planète.**

### **10. Mise en place d'une économie sans monnaie.**

**Le tableau d'une économie sans monnaie que je viens de vous faire,  
il n'a rien de d'étrange.**

Pour pouvoir louer votre place en TGV, tel jour, telle direction,  
première ou deuxième classe, coin fenêtre ou couloir,  
la machine fonctionne déjà en « il y a » « il n'y a pas »,  
et ne vous refuse pas l'accès tant qu'il y en a.  
Vous trouveriez injuste que quelqu'un qui a plus de sous à dépenser vous la prenne.  
Tout le monde y a un accès égal au tarif en vigueur.

Les informaticiens qui se sont penchés sur le problème  
n'ont pas commis de déni de démocratie  
pas plus que ceux qui ont inventé des compteurs d'électricité ou d'eau.

Si je parle de codes-barres citoyens, c'est précisément pour que **l'usage qu'on en fait**  
**ne se décide pas dans notre dos, comme toutes les informations qu'on recueille sur nous**  
**via nos achats et notre courrier électronique.**

Il faut savoir ce qu'on veut.

***Ou bien on VEUT continuer comme ça,  
et on a le plaisir de critiquer en prime,  
ou bien on VEUT en finir avec le gâchis universel,  
on arrête de le présenter comme fatal,  
on arrête d'y chercher des excuses.***

**La première objection qui vient : tout ça va demander du temps.**  
J'y réponds de deux façons.

**D'abord** en faisant observer que tout ce qu'on vous propose aujourd'hui pour sortir de la crise, ça va demander du temps aussi, et ça n'empêchera pas de retrouver les mêmes problèmes à la sortie.

Dans combien de temps, d'après vous, les paradis fiscaux seront abolis ?  
Et combien de manifestations et grèves va-t-il falloir faire pour augmenter le smic ?  
Sans parler du retour de l'emploi.

Ensuite en faisant observer qu'il y a déjà plein de professionnels qui naviguent dans ces eaux-là, et qui ont tous les jours des idées qui vont dans ce sens, des idées qu'ils refoulent, pour diverses raisons...

Ils auront vite fait de comprendre ce qu'on leur demande et de le mettre en œuvre.

Le passage à l'euro, à l'époque,  
on aurait cru que c'était comme soulever le Mont-Blanc.

### **La deuxième grande objection est celle de la faisabilité.**

Cette faisabilité ça veut dire trois choses.

**Il y a la faisabilité humaine, avec un grand H.**

**On vous traite d'utopiste.**

**parce que vous savez bien, monsieur, la nature humaine, etc.**

Réponse : si c'est comme ça, bonsoir, vous avez trois siècles de fois raison : conservons pieusement la nature humaine dans l'état où le capitalisme nous l'a forgée. Tout ce qu'elle mérite, la nature humaine, c'est des sussucres et des prisons. Ne la changeons surtout pas : les confiseurs et le bâtiment chômeraient.

**La faisabilité technique :**

Là c'est plus sérieux. Mais j'ai évoqué tout à l'heure les locations en TGV.

Les moteurs de recherche, ça marche très fort. On n'en est plus à l'annuaire des PTT. On en est à la bibliothèque mondiale informatisée.

**Il ne devrait pas être plus difficile  
de créer des dispositifs prudentiels bien visibles,  
tels qu'on ne risque pas d'épuiser les ressources naturelles,  
que de camoufler et vendre des dettes en les titrisant.**

Mais il y a là déjà des choix à faire, entre par exemple regrouper toutes les informations d'une manière pyramidale, centralisée, façon INSEE, Institut national de statistiques et d'études économiques, ou pouvoir circuler dans toutes les bases de données du monde à l'horizontale, et de telle sorte que toutes les ressources puissent être connues, en quel endroit, quelles quantités.

**A tout ça déjà il faut réfléchir, et il y a certainement parmi vous des techniciens pour éclairer et rejoindre le projet.**

**Et puis il y a la faisabilité politique**

Elle pose des problèmes comme celui de la déclaration des ressources, ou de la mise en réseau des comptabilités matière.

Est-ce que les pays qui ont des ressources rares sur leur territoire vont pouvoir les refuser ? Vous savez bien qu'aujourd'hui ils ne peuvent guère le faire, puisqu'il suffit d'y mettre le prix ou de farcir les gouvernements locaux de complices économiques.

**Mais surtout, ceux qui ont aujourd'hui le pouvoir, tirent profit du système, les banquiers, le personnel politique, ils ne vont pas se laisser déposséder comme ça des leviers de commande ? C'est évidemment l'objection majeure.**

**On peut commencer par y répondre en faisant observer que les premiers à se rendre compte que l'Ancien Régime avait du plomb dans l'aile ça n'a pas été le peuple, mais les bourgeois et les nobles.**

**Les patrons et les cadres moyens et supérieurs sont aujourd'hui bien plus au courant des vices du système que le plus libertaire des libertaires.**

Remarquons aussi la rapidité avec laquelle les nobles ont abandonné leurs droits dans la nuit du 4 Août 1789, donc trois semaines après la prise de la Bastille.

**Il y avait une pression populaire, disons, et sur cette pression, il faut bien réfléchir, si on ne veut pas répéter la terreur, la contre-terreur, la division de la société en deux moitiés irréconciliables.**

**La première idée, ou pulsion,  
c'est d'envoyer un bon coup de pied au cul des possédants.**

**Mais cette idée, cette pulsion : au peuple, disons, quand est-ce qu'elle lui vient ?**

**Elle lui vient quand il en reçoit lui-même un gros de la part de l'Histoire.**

**L'Histoire qui lui dit : tu t'es courbé pendant tout ce temps,**

**tu as accepté d'avoir le droit de vivre seulement en échange d'un salaire**

**(bien obligé, bien sûr, tu avais des excuses...)**

**mais tu n'y arrives plus et si tu veux vivre, maintenant tes excuses, elles ne fonctionnent plus. Il va falloir te redresser.**

**Pour tenir debout, la bonne méthode,  
est-ce que c'est de donner des coups de pied au cul des autres ?**

**Est-ce que c'est de retourner au président son célèbre « casse-toi pauv'con » ?**

**Est-ce que ce ne serait pas plutôt d'inventer un chemin où tout le monde tienne debout, où personne n'ait plus à se baisser, s'abaisser, ramper, à tous les niveaux de la société, *tout ça pour ramasser des sous.***

**La bonne méthode, il me semble, c'est de convaincre tous les gagnants et perdants d'aujourd'hui de l'intérêt d'un modèle économique et social où il n'y aurait plus de gagnants ni perdants.**

**La bonne méthode il faut la chercher dans l'association de tous pour se passer de l'outil qui nous tient à distance les uns des autres, qui crée artificiellement les hiérarchies sociales, *un outil* qui créé de la misère physique, celle des SDF, des millions d'affamés mais aussi de la misère mentale, celle des riches, les as du mépris, des spéculateurs, et cet outil, c'est l'argent.**

**J'ai montré les avantages qu'il y aurait à s'en passer.**

**Vous en trouverez d'autres, et comment accélérer la mise en ondes pratiques.**

**Au début vous vous sentirez un peu seuls, mais les premiers résistants ils n'étaient pas nombreux non plus.**

**Le principal, c'est de ne pas adopter une posture de vaincus.**

\*\*\*\*\*

# ***PROSPER*** est-il encore distributiste ?

*Dès son premier cahier PROSPER a voulu faire connaître l'hypothèse distributiste et tenté de la réactualiser en fonction de la nouvelle conjoncture sociale, écologique et économique.*

*Cette réactualisation, inévitable, avait été prévue et désirée par Jacques Duboin. Le travail entrepris par PROSPER n'en est pas moins aussitôt apparu comme une trahison par LA GRANDE RELEVE, ce qui explique pourquoi nous avons qualifié d'« historiques » ceux qui reconduisaient l'ECONOMIE DISTRIBUTIVE dans la forme où l'avait laissée Rodrigues, Valois et Duboin-père.*

*PROSPER a souligné dès le début que l'intérêt du distributisme était dans l'abolition des profits monétaires. Ils sont la signature du capitalisme. La monnaie de compte, non capitalisable, n'est dans l'affaire qu'un moyen de se passer de ces profits.*

*Mais ce moyen même, aussi génial soit-il, n'est-il pas déjà dépassé ?*

*Nous sommes portés à répondre par l'affirmative et les distributistes historiques, vissés à « leur » monnaie, en tirent aujourd'hui un argument supplémentaire pour nous refuser le droit de nous déclarer distributistes. L'entretien qui suit fait le point.*

## *problèmes sémantiques*

Quelle maîtrise les usagers peuvent-ils avoir de leurs usages ? Telle est la question - *usologique* - à laquelle le socialisme et la philosophie doivent depuis toujours répondre.

La première chose à laquelle j'ai été sensible dans les thèses de Jacques Duboin était une tout autre façon de concevoir sa réponse politique.

Son socialisme utilise une certaine technique dite « économie distributive ». Quand j'ai publié une anthologie de ses textes, je l'ai fait en historien du socialisme et j'ai titré : **Le socialisme distributiste**, sur toute la largeur de la couverture, et plus bas **Jacques Duboin, 1878-1976**. Comme

si je pressentais qu'il y avait d'autres « socialistes distributistes ». Marie-Louise Duboin, qui m'avait prêté les ouvrages de son père, les ignorait-elle ? Parmi les très proches de Duboin certains déjà soutenaient des idées différentes et s'étaient accrochés avec lui. Sans compter Gustave Rodrigues et Georges Valois, qui conduisaient en parallèle un mouvement tout à fait semblable (*Nouvel Age*). Les deux courants ont d'ailleurs essayé de fusionner en juillet et octobre 1936. L'usage de « distributisme » et d'« économie distributive » se sont peu à peu substitués à celui de « socialisme distributiste ». Mais le message demeure.

Passé un certain seuil de productivité, on ne peut plus rémunérer les travailleurs sur les profits monétaires. L'économie générale va de crise de surproduction en crise de surproduction, durant lesquelles les cours s'effondrent.

Marx tout le premier l'avait pressenti bien avant Duboin. On ne l'a su qu'après la deuxième guerre mondiale. C'est André Gorz qui l'a découvert et rapporté au moment où il a pris parti pour un revenu d'existence abondé comme les distributistes l'avaient prévu.<sup>16</sup>

L'insistance de Duboin à parler d'Abondance a fait appeler le mouvement « abondancisme », par dérision. La référence à l'abondance a toujours été cause de malentendus. Ils se sont encore aggravés avec la percée de l'écologie. Au moment où est apparu le mouvement des objecteurs de croissance, j'ai tenté de montrer que la seule façon d'arrêter de ravager la planète était de disjoncter les profits monétaires de la production matérielle, et donc d'instituer une société sans profits monétaires.

En vérifiant l'intérêt de l'hypothèse distributiste pour résoudre les problèmes nouveaux, en quoi ai-je as trahi le distributisme ?

Les « partisans de l'économie distributive » que j'ai rencontrés, à la suite de mes premiers contacts avec Marie-Louise Duboin, ne parlaient pratiquement que de monnaie, et Charles Lorian, ex-bras droit de Duboin, abordait lui-même l'autogestion sous cette bannière.

A partir d'un certain seuil de complexité dans l'accès aux richesses, qui oblige à des échanges entre propriétaires de ces richesses, la monnaie s'est imposée, et depuis elle irrigue l'économie. Elle irrigue l'économie actuelle comme elle irriguerait l'économie distributive, même si celle-ci se sert d'une tout autre monnaie. Mais aujourd'hui il est possible et même urgent, si on ne veut pas sacrifier la planète à la croissance des profits monétaires, d'adopter une comptabilité « matière » intégrale, de chiffrer les ressources humaines et naturelles, les richesses produites, autrement que par une monnaie, aussi géniale soit-elle.

L'abolition de la monnaie ne va pas empêcher « l'économie » de fonctionner, au contraire ! Elle permet de faire tout ce que l'économie distributive promettait de mieux : ne plus être suspendus aux profits monétaires et sortir de quelques difficultés où se trouvait encore le distributisme du fait de se servir d'une monnaie.

<sup>16</sup> L'article a été rapporté par **PROSPER**. Il est disponible sur le site prosperdis.org. André Gorz y fait référence à Duboin. Il ne connaît à l'époque aucun autre distributiste. Je l'en ai informé et j'ai reçu de sa part une carte de remerciements (« Quelle érudition ! »).

## Abolition des profits monétaires et comptabilité matière

Dans **Rareté et Abondance**, J. Duboin esquisse l'organisation de la nouvelle économie. p. 412 :

*A la différence de ce qui se passe dans le socialisme de la rareté [En Union soviétique, ndlr] l'Etat ne réalise pas de profits sur les consommateurs ; les établissements ne sont donc pas assujettis à l'équilibre comptable. Ne payant ni appointements ni salaires, ni les fournitures qui leur sont nécessaires, ils ne peuvent établir de prix de revient, ce qui importe peu puisqu'ils n'ont pas de bénéfices à réaliser. Ils tiennent donc la comptabilité des matières employées et des temps de travail, afin de permettre le contrôle de la fabrication ; ils règlent par des écritures, et au moyen de bons-matière, les opérations qu'ils traitent entre eux pour l'exécution de leur programme de production. Ce n'est qu'au stade de la distribution que les biens de consommation sont appréciés, conformément aux décisions du Plan.*

*On peut concevoir un autre système se rapprochant de la comptabilité en économie de rareté, mais pourquoi cette complication ? Elle est inutile du moment que le prix de revient n'existe plus. Et il n'existe plus parce que son objet principal [au prix de revient, ndlr] est de dégager le prix de vente qui dégage le profit ; or le profit n'existe plus !*

*Pourquoi fournir de l'argent aux établissements pour acheter du charbon, de l'acier, de l'électricité, alors qu'il est si simple de mettre ce charbon, cet acier, ce courant à la disposition des établissements qui en ont besoin ? On leur fixe les dotations [donc en « matière », ndlr] dont ils sont responsables et on leur affecte le personnel qui leur est nécessaire.*

La comptabilité « matière » de Duboin, ce qu'il appelle « les dotations » - des « bons » - est réglée aujourd'hui par codes-barres.

A noter que, pour simplifier la présentation du système, les distributistes n'ont en règle générale pas retenu cette solution (on verra dans l'encadré suivant que Duboin lui-même ne s'y tient pas) : ils se plaçaient en aval de la production, la chiffraient en monnaie. Ils émettaient ensuite autant de monnaie que de besoin pour renouveler, en amont, les produits et services nécessaires. La discussion portait souvent sur la nécessité de créer deux circuits, un pour les consommateurs, l'autre pour les entrepreneurs.

**Mais quand tu parles d'abolir la monnaie, le distributisme classique perd son outil de base. Il est donc normal qu'on te demande de ne plus te dire distributiste ?**

Sans monnaie, la présentation change du tout au tout, mais le fond demeure !

Nous allons y revenir, mais commençons par apurer les comptes, car contester à **PROSPER** le droit de s'afficher « distributiste » date de bien avant que **PROSPER** n'avance l'hypothèse d'une société sans monnaie. Marie-Louise Duboin considérait déjà l'économie distributive comme sa chose. Elle a voulu m'interdire de publier la préface d'Alain Caillé, parce qu'il osait dire que l'hypothèse duboiniste méritait un réexamen. J'ai eu beau lui expliquer que la meilleure façon de maintenir vivante la pensée de son père était de la remettre en chantier, que plus il y aurait de critiques mieux ça vaudrait et qu'on finirait par republier tous ses livres ! De quoi elle avait peur ?

Mais est-ce qu'elle a bien lu son père ?

Duboin présente clairement le modèle qu'il préconise comme dispensé de faire des profits monétaires. Il décrit comment ça se passe : d'abord un recensement tout « matériel » des richesses disponibles, une comptabilité qui permet de les répartir où elles doivent aller. Vient ensuite un chiffrage monétaire de ce qui sera mis à la disposition des usagers. On trouve même [encadré suivant] un passage où il regrette que les tickets de ravitaillement aient laissé d'aussi mauvais souvenirs. C'est bien la preuve que l'idée de se passer de monnaie lui a traversé la tête.

Supposons qu'il ait connu les codes-barres. Est-ce qu'il aurait arraché son étiquette « économie distributive » ? Il aurait fait comme tous les socialistes, qui ont continué d'accepter de porter la casquette socialiste même si leur socialisme n'avait plus le même contenu que celui que le mot recouvrait quand on l'a inventé. Il aurait déclaré, comme **PROSPER**, que le distributisme se définit par l'abolition des profits monétaires - pour faire simple - et que la monnaie de consommation n'en était qu'un moyen.

En 1939, quand il lance l'« égalité économique », c'est-à-dire l'égalité des revenus, il fait hurler ses affidés qui ont peur, déjà, que « les gens » ne suivent pas. Il a à la fois tenu bon et cédé en disant que l'économie distributive pouvait « se faire sans ça ».

**PROSPER** applique la même idée : on peut abolir les profits monétaires sans abolir la monnaie, l'économie distributive peut se faire sans ça. Mais elle perd alors beaucoup de son intérêt et prête encore plus facilement à certaines dérives.

Il faut oser le dire. Le socialisme distributiste, dans sa version « historique », avec son service social au service du Plan, n'est pas tendre. Il y a du totalitarisme dans l'air, surtout si on ajoute une couche d'écologisme...

**PROSPER** n'a jamais caché les possibles dérives du distributisme historique. Tu comprends mieux maintenant l'intérêt qu'il peut y avoir à nous pousser vers la sortie.

Ce pourrait d'ailleurs être une raison suffisante pour que **PROSPER** conserve l'étiquette « distributiste » : tant qu'il sera là il rappellera que la pente totalitaire des distributistes historiques n'a rien de fatale.

### Où J. Duboin envisage l'abandon de la monnaie

*En économie d'abondance, les biens de consommation sont évalués en monnaie, puisque c'est en monnaie qu'on exprime le revenu viager du consommateur. En d'autres termes, le droit du consommateur dans les richesses produites est concrétisé par l'ouverture d'un compte crédité annuellement, semestriellement, ou plus fréquemment encore, d'une somme proportionnée aux besoins de son âge et égale pour tous. Et cette somme est telle que le total dont les consommateurs sont crédités, correspond à la valeur globale attribuée par le Plan aux biens de consommation qui ont été produits dans le même temps. Le consommateur peut donc acheter, comme bon lui semble, les produits et services qui lui sont tarifés. Il peut les payer soit en tirant des chèques sur son compte, soit au moyen de monnaie qu'il se fait délivrer. Il serait encore plus simple d'assurer la distribution au moyen de bons, s'ils n'avaient pas acquis une si fâcheuse réputation pendant la guerre.*

*La monnaie, en économie d'abondance, n'est qu'un instrument de répartition. Elle peut même être supprimée complètement si tous les consommateurs sont créateurs dans le même établissement.*

Rareté et Abondance, p. 419-420

Cette « prise au tas » ne devrait-elle pourtant, pour renouveler les marchandises en temps utile, être contrôlée ?

C'est justement ce que permet la carte d'accès anonyme que nous proposons, qui se « remplit » de tous les articles auquel vous aurez accès, jusqu'à un certain seuil, pour chacun d'eux, seuil au-delà duquel cette carte n'y donne plus accès (mais d'autres cartes peuvent encore le permettre).

Supprime la monnaie, les points d'ancrage du distributisme demeurent : abolition des profits monétaires et accès aux biens et services proportionnel aux quantités créées. Entre distributistes, l'abolition des profits monétaires ne se discute pas. Mais la façon dont les usagers vont y avoir accès, oui, elle peut, et la discussion rester ouverte.

### Stratégies...

Par exemple : pour en finir avec le capitalisme - et il y a urgence - faut-il commencer par instituer le distributisme et sa monnaie de consommation ou le distributisme sans monnaie du tout ?

L'accès aux produits et services, aux ressources de base, ne s'opèrent évidemment pas de la même façon avec monnaie ou sans, même si plaquer des prix sur les choses ne se fait qu'après. Si on abolit la monnaie, que deviennent, dans le socialisme distributiste, les rapports entre les usagers et les entreprises, entre les usagers et l'Etat, ce qu'on appelle démocratie, les relations internationales ?

Il faut y penser, et donc reprendre à nouveaux frais tout ce que **PROSPER** a dit sur le sujet, même les points où nous avons déjà contredit ce qu'avaient avancé les distributistes historiques.

Dans ta dernière conférence tu as présenté l'économie sans profits monétaires et sans monnaie sans passer par « distributisme n°1, n°2 » comme dans le CD « *Vous avez dit anticapitaliste ?* ».

Je ressens de plus en plus la référence au distributisme comme un handicap. Un handicap à cause de son histoire. Il y en a souvent encore dans la salle qui ont entendu dire que les abondancistes, pendant la Guerre, *ils ont collaboré*, ou qu'ils sont pour le progrès à mort, ou rappellent comment Charles Loriant s'est fait vider de LA GRANDE RELEVE et crient très fort que « les distributistes ne s'entendent pas entre eux »...

Si tu apportes une modification même minime à la doctrine de base, il faut expliquer pourquoi. Ce qui a un effet négatif sur tous ceux qui attendent un nouveau produit politique livré prêt à l'emploi. Et la nouveauté que tu introduis suffit rarement à calmer les objections qu'on pouvait faire à la forme primitive.

Marie-Louise Duboin est bien placée pour le savoir. Plus elle insiste pour remplacer « service social » par « contrat civique », plus les jeunes voient le danger d'une organisation pyramidale, pointer le risque totalitaire, avec des contrôleurs du contrat, pour savoir s'il est respecté ou pas. Les vieux par contre adhèrent, à cause de la paresse bien connue, native, des classes laborieuses...

### Si Marx avait suivi sa pensée?

Extraits des **Grundrisse** (traduit par *Recherches*) datant de 1857-58 (donc après *Le Manifeste*), et publiés en allemand en 1953.

*A mesure que la grande industrie se développe, la création de la richesse dépend moins du temps et de la quantité de travail employés que de l'action des facteurs mis en mouvement au cours du travail [en abrégé : les machines, ndlr], dont la puissante efficacité est sans commune mesure avec le temps de travail que coûte la production ; elle dépend plutôt de l'état général de la science et du progrès technologique, application de cette science à la production.*

*Le vol du temps de travail d'autrui, base actuelle de la richesse, paraît une assise misérable comparée à celle que crée et développe la grande industrie elle-même. Lorsque dans sa forme immédiate, le travail aura cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail [humain] cessera et devra cesser d'être la mesure du travail.*

*Le surtravail des masses cessera d'être la condition du développement de la richesse générale.*

*La distribution des moyens de paiement devra correspondre au volume d'richesses socialement produites et non au volume du travail fourni.*

Supposons que des socialistes « marxistes » poursuivent dans cette intuition, auraient-ils le droit de se dire marxistes ?

Un autre handicap : de caractère pédagogique.

Il faut commencer par montrer qu'émettre de l'argent d'un trait de plume, c'est possible, et que c'est de cette monnaie dite scripturale qu'on se sert tous les jours.

Quand c'est à peu près admis (parce que ce n'est vraiment pas croyable), il faut expliquer que cet argent sera créé sans intérêts. Mais alors, comment il va faire pour vivre, *pauv'banquier* ?

Pour finir tu dois expliquer que l'argent créé s'annule au moment de l'achat. Ton interlocuteur, pas vraiment versé dans les trucs bancaires, ne l'est pas non plus dans les trucs comptables. Là, il disjoncte. Plus tu expliques le génie de la monnaie distributive, plus tu fais monter le sentiment d'incompétence et d'insécurité.

*L'usologie pose la question de la maîtrise que les usagers peuvent avoir de leurs usages.  
Elle la pose dans tous les domaines.  
L'usologie politique ne constitue qu'un domaine particulier de cette maîtrise.  
Dans ce domaine le distributisme ne constitue lui-même qu'un cas de figure parmi d'autres toujours possibles.*

Puisque l'étiquette « distributiste » est un handicap, décolle ! Tu n'auras plus à expliquer les erreurs et défauts des historiques ! **PROSPER** égale « usologie politique » - point.

La solution semble d'autant plus logique que c'est par l'usologie que je suis venu au distributisme et pas le contraire. Pour l'usologue, « le politique » n'est qu'un champ particulier de la maîtrise de leurs usages par les usagers. Dans ce « champ », le distributisme a des propriétés intéressantes. Mais si jamais un autre modèle que le distributisme se présente permettant aux usagers d'avoir davantage encore la maîtrise de leurs usages, l'usologue s'y intéressera aussi, et en tant que citoyen, pas en tant qu'usologue, attention, il pourra même s'y rallier.

Aujourd'hui, quand je fais un tableau d'une économie sans monnaie, pas besoin de comparer ses avantages. Les auditeurs redécouvrent d'eux-mêmes l'économie dans laquelle ils sont immergés, qu'elle fonctionne aux profits monétaires et que supprimer la monnaie va droit à une gestion rationnelle des ressources humaines, naturelles et productives. Je ne dois pas plus parler de monnaie distributiste qu'un marchand de nucléaire ne parle de mines de charbon ou de barrages.

Donc, tu retires « distributiste » ?

Lors d'un séminaire faussement « anti-capitaliste » à Saint-Jean du Gard, Eric Goujot a fait une triste expérience. Au lieu de profiter des formulations éprouvées de **PROSPER**, comme « abolition des profits monétaires », qui suffisent largement, que le public présent avait déjà entendues et avec lesquelles il ne demandait qu'à se familiariser, au lieu de s'appuyer sur **PROSPER** et de montrer que le distributisme était encore en recherche, il a fait une présentation « sérieuse », sans effrayer avec l'abolition de la monnaie.

Mais quand il dit - écrit, même, que « l'usologie politique va plus loin » ?

Preuve qu'il admet que c'est encore quelque part du distributisme... En disant « plus loin », il a évité de dire « trop loin » - car c'est ce qu'il pense et il en a bien le droit. « Plus loin » est donc plutôt gentil... Merci ! Mais il va difficilement pouvoir éviter de dire que « plus loin » c'est trop loin, en tout cas trop vite. Il va se servir de ce qu'il appelle usologie politique comme de contre-exemple de la bonne stratégie de mise en ondes politiques – la sienne. On retrouve le distributisme en kit et propriété d'une secte. Les moyens préjugent de la fin. Ne pas présenter le distributisme comme une hypothèse en discussion préjuge d'un mode d'application fasciste.

Il a reçu un soutien de l'Union Européenne pour faire quelque chose. Comment tu réagis ?

Comme à toute expérience. Je ne refuse pas d'accompagner des créateurs de SELs, d'AMAP, de monnaies locales, de coopératives ou d'habitats « alternatifs », à condition qu'ils ne les présentent pas comme anticapitalistes.

Pendant tout le temps qu'elles durent elles font office d'écoles, où les participants réapprennent la force des contraintes existantes et en expérimentent de nouvelles. C'est l'occasion de montrer qu'on pourrait faire bien plus, mieux, dans un tout autre esprit, dans une économie sans profits monétaires et sans monnaie. L'occasion de « croiser » le modèle général et les cas particuliers, de mettre le général à l'épreuve du particulier et vice versa.<sup>17</sup>

Mais tu ne trouves pas étonnant que l'U.E., liée aux profits monétaires, subventionne un membre d'un mouvement qui prétend les abolir ?

Pas du tout. Tu remarqueras que l'économie distributive, dans sa présentation « historique », ne parle jamais d'« abolition des profits monétaires », sur laquelle pourtant elle repose. Elle ignore. Duboin lui-même passe là-dessus très vite, dans un livre qui n'a pas été réédité et qui devrait être le premier à rééditer, bien avant *Les yeux ouverts*. Elle affiche par contre très fort le contrôle social, sous forme de « service civique ». C'est rassurant, très fréquentable...

Non seulement ces gens-là n'ont rien oublié, rien appris depuis trois quarts de siècle, mais...

<sup>17</sup> Voir l'Introduction au Séminaire de St Jean du Gard (reproduite dans le site prosperdis.org).

Reste l'idée...

### **Quelle idée ? Où elle est, l'idée ?**

Elle a échappé aux distributistes historiques eux-mêmes. L'idée, c'est de tourner la page d'une conception présentée comme « révolutionnaire », parce qu'elle passe par l'appropriation par la classe ouvrière des moyens de production.

Les moyens de production étaient considérés aux XIXe et XXe comme l'enjeu de tout progrès, et tout particulièrement du progrès social synonyme de diminuer la peine des hommes. Le problème était alors de s'approprier ces moyens pour en faire du progrès social.

Cette appropriation a conduit à la dérive connue sous le nom de capitalisme d'Etat. Cette appropriation des moyens de production par l'Etat, c'est la dérive. *L'idée*, elle n'est pas là.

Les distributistes historiques ne parlent pas de classe ouvrière. Ils ne se recrutent pas dans le prolétariat. Ils n'ont que plus de mérite à adhérer à l'appropriation des moyens de production. On n'en connaît toujours pas d'autre que par l'Etat – sauf depuis **PROSPER**.

Relis bien les textes de Marx et Duboin que j'ai cités. Car ils se situent déjà *au-delà* de l'appropriation des moyens. *Ces moyens, ils les tiennent pour acquis !* Ils disent qu'un jour ces moyens *seront* (au futur, pour Marx) ou sont déjà (pour Duboin) largement suffisants et vont encore « progresser ». Ils incluent l'utilisation de ces moyens dans une nécessité plus vaste : celle de *distribuer* « les fruits du progrès », quand la machine assure les besoins élémentaires.

Ce que tu trouves dans le texte de Marx, cité par Gorz, ou dans les écrits de Rodrigues, Valois et Duboin (car Duboin n'est pas le seul distributiste historique) n'est pas à proprement parler une révolution mais un emboîtement. Ou si tu tiens absolument à « révolution » c'est l'emboîtement d'une révolution dans une autre. Le distributisme, c'est l'emboîtement de la production dans la distribution.

A l'époque de Marx ou celle des distributistes historiques, la maîtrise de la technique ne se pose pas dans les termes qu'aujourd'hui. Elle s'opère en la fouettant, et les producteurs au passage. Ce qui pose deux problèmes : la planète qui ne peut pas suivre et la soumission des peuples à l'Etat.

**PROSPER** s'est employé à les résoudre dès le début. Mais la maîtrise de la technique elle-même ne peut s'obtenir qu'en la soumettant à la distribution. Impossible dans une économie qui oblige à faire des profits monétaires. Possible dans le cas du distributisme, qui n'oblige pas à en faire, et a fortiori si on abolit la monnaie...

L'abolition de la monnaie oblige par ailleurs à « produire » dans des conditions très différentes...  
(v. CD2 et début de la conférence jointe à ce cahier)

### **Conclusion ? Tu retires ou tu gardes...?**

**En toute honnêteté PROSPER** ne peut poser au premier qui a inclus la maîtrise des moyens de production dans celle des moyens de distribution. Il continuera donc *par honnêteté* de faire référence au distributisme. La référence sera utile pour bien distinguer entre un distributisme qui glisse vers le planisme d'Etat « démocratiquement élu », vers le comité central, - et **PROSPER**. Mais peu à peu elle devrait s'oublier.

### **On dira donc « usologie politique » ?**

C'est inévitable. Quand on a commencé à parler d'écologie politique, je n'avais pas approuvé non plus. L'écologie est une science. Mais quand elle inspire une politique et que cette politique le revendique, on ne peut manquer (les partisans de cette politique en question le souhaitent d'ailleurs vivement) de la qualifier d'écologiste ou d'écologique.

Dans la mesure où l'usologie, dans tous les domaines, met en avant la question de la maîtrise de leurs usages par les usagers, et où cette question est au cœur du politique, il faudra forcément parler d'*usologie politique*, et même plus qu'en parler, j'espère : la faire.

JPL

## **Mais comment définir l'usologie politique ?**

Tentative ci-après...

# usologie politique

**L’usologie politique met en observation la maîtrise des usages (institutions et pratiques) constitutifs des champs qualifiés de politiques.**

Cette maîtrise est brassée par deux contraintes : celle de la *production de richesses* et celle de leur *distribution* ou répartition.

La maîtrise de ces contraintes détermine un ensemble de décisions et de luttes incessantes aux plans économique et social. Elles ont pour effet d’assurer ou de reproduire la domination de certains acteurs.

**Dans le cadre économique actuel,**  
si nous procédons à une rapide analyse usologique de la production :

**1. De quoi fait-elle usage ?** Toute production utilise des matériaux, de l’énergie, des transports, du travail humain et donc des compétences. Toutes choses qui ont un certain prix au cours du marché. Leur usage est commandé par des prix.

Une production, aussi utile soit-elle, peut être abandonnée pour des questions de prix des composants et du travail, alors même qu’ils sont disponibles ou existent en abondance. Le prix des matériaux constitutifs et de la transformation grève les profits qu’on peut en retirer au moment de la mise sur le marché.

Dans le cadre actuel, les contraintes liées aux prix sont plus facilement dénouées par ceux qui disposent d’un volant de capitaux, des infrastructures capables d’en amortir ou d’en commander les variations et les technologies afférentes.

**2. Quels usages en fait-on ?** La production X s’inscrit dans un ensemble de productions complémentaires ou concurrentielles au plan *pratique* et *des profits monétaires qu’on en retire*. Les avantages pratiques, écologiques, symboliques, d’un produit ou service, ne sont reconnus qu’à condition de trouver une clientèle solvable et de permettre à l’entrepreneur de rembourser ses investissements, ses emprunts, etc.

Dans le cadre actuel, l’environnement productif se trouve de fait commandé par la maximalisation des profits qu’exigent le maintien de la machine productive matérielle et symbolique.

Les deux questions « prospectives » sont encore plus éclairantes :

**3a. De quoi d’autre** une production peut-elle faire usage ? L’entrepreneur priviliege les matières d’œuvre les moins coûteuses, tente de faire des économies d’échelle et de main-d’œuvre (ce qui peut le conduire à délocaliser sa production).

**3b. Quel autre environnement** serait plus favorable à la mise sur le marché du produit ou service ? On pense ici aux périodes de croissance, mais aussi aux demandes susceptibles de valoriser les produits ou services (ex. des soucis de caractère « écologique »).

## **Dans le cadre actuel, toujours, brossons rapidement une usologie de la maîtrise de leurs usages par les usagers :**

- 1. De quoi cette maîtrise fait-elle usage ? Principalement d'argent, aussi bien au niveau de la production qu'à celui de la consommation.
- 2. Dans quel environnement d'usages ? L'accès à cette maîtrise est aussi inégal pour les salariés (hauteur des salaires) que pour les entrepreneurs (hauteur des profits).
- 3.a. De quoi d'autre peut-elle faire usage ? D'échanges de services, de récupérations et ruses diverses, abolissant les achats. D'économie souterraine...
- 3b : dans quel autre environnement... ? Ex.: Celui d'une réduction des dépenses, d'un mode de vie monastique.

Ces deux usologies sont couramment pratiquées, bien qu'en désordre, par les analystes du capitalisme et les écologistes. Elles peuvent être affinées en prenant en compte les recyclages et les mesures de compensation prises en faveur des entreprises (par le biais de la fiscalité) ou des travailleurs exclus de la production.

Leur fécondité observationnelle, heuristique, est incontestable. Elles ne permettent pas pour autant de sortir du cadre observé. Elles ont pour effet de conforter le paradigme capitaliste même chez ceux qui sont le plus critiques à son encontre.

## ***D'où l'intérêt de procéder à l'usologie du cadre économico-politique lui-même.***

Elle commencera par deux rappels :

1. De quoi ce cadre économique fait-il usage ? Il utilise (n'existerait pas sans) les profits monétaires opérés par une certaine production après avoir remboursé les emprunts augmentés des intérêts, payé les actionnaires, les taxes et impôts, etc.

2. Dans quel environnement ? Dans un environnement où la rentabilité monétaire conditionne toutes les productions et se trouve juge en dernier ressort de la pertinence de chacune d'elle (est-elle concurrentielle ou non ? assure-t-elle des retours sur investissements suffisants, etc.).

### **3a. De quoi d'autre le cadre économique et politique pourrait-il faire usage ?**

Deux types de propositions peuvent ici se présenter :

- des propositions **réformistes, continuant de faire appel à l'obligation de faire des profits monétaires**, en « moralisant » les conditions d'exploitation des hommes et de la planète, en créant des ententes entre puissances marchandes, par des aides au développement, par l'usage de monnaies affectées à certains usages, ou « fondantes », etc.
- des propositions **non-réformistes, abolissant l'obligation de faire des profits monétaires**.

### **3b. Quel autre environnement d'usages économiques et politiques en résulterait ?**

- Les propositions réformistes peuvent notamment « changer la vie » : ainsi de la diminution du temps de travail, de l'augmentation du smic, d'un « revenu d'existence », de réglementations relatives à l'énergie, au renouvellement des ressources, à l'introduction des pesticides, OGM, etc. *La création de richesses n'en continuera pas moins d'être soumise aux profits monétaires et aux cours du marché.*

- Si on abolit l'obligation de faire des profits monétaires, les changements sont bien plus considérables, aussi bien au niveau de la façon dont on exploite les ressources naturelles et humaines (il devient possible de les respecter sans craindre d'incidences sur la rentabilité), que de l'écologie des usages retenus par une société à un moment donné.

L'abolition des profits monétaires a été prévue par Marx et les distributistes « historiques » (Rodrigues, Duboin, milieu XXe, sans que ces derniers aient eu connaissance du texte de Marx) : passé un certain niveau de productivité, il faut abandonner le salariat et distribuer les moyens d'exister non plus en fonction de la quantité de travail mais de celle des richesses « socialement produites ».

L'abolition des profits monétaires est aujourd'hui proposée sous deux formes :

I. avec conservation d'une évaluation en prix, mais avec une monnaie émise sans intérêts et qui s'annule (pas une monnaie qui « fond ») au moment de la transaction (distributisme historique).

II. avec suppression de toute évaluation monétaire, en pratiquant une comptabilité « matière » exclusive, dont l'usage des codes-barres nous donne aujourd'hui déjà de multiples exemples (thèse défendue par **PROSPER**).

## **N.B. L'usologie politique objective les conditions politiques.**

Elle n'est qu'un domaine de la recherche usologique  
au même titre que l'histoire, la génétique, etc.

***Elle n'autorise pas de choisir une politique plutôt qu'une autre.***

Le vocable « usologie politique » va donc au-devant d'un abus de langage  
du même type qu'**« écologie politique »**.

Il sera cependant difficile de l'empêcher, pour dire l'intention de

**refonder le politique**

***sur une maîtrise de leurs usages par les usagers,***

***aujourd'hui aliénée par l'obligation d'opérer des profits monétaires  
et de conditionner l'accès aux richesses par l'argent***



# n°21

*Pour ceux qui ont dû attendre d'avoir 21 ans pour « voler selon leurs propres ailes », 21 reste un chiffre symbolique*

*Ce numéro 21 me semble bien illustrer ce moment. Car ce n'est pas la première fois que **PROSPER** évoque l'abolition de la monnaie, mais il n'avait jamais argumenté aussi fort en sa faveur ni largué les amarres avec tout chiffrage monétaire. L'idée même de ne plus avoir à échanger sous forme d'argent, même chez les partisans de l'abolition des profits monétaires (distributistes) fait l'effet d'une rupture.*

Cette rupture, pour certains de nos lecteurs, ressemble à un sabordage. Quand ils recevaient du monde, ils laissaient faussement traîner **PROSPER** sur la tablette des programmes de télé, se préparant ainsi à une conversation serrée sur la possibilité d'un changement d'économie. Oui, *bon*, les thèses qu'on trouvait là-dedans, elles étaient bien un peu exagérées, mais... Les profits monétaires... c'est bien exagéré aussi...? Le chômage qui va croissant, par temps de décroissance comme de croissance, la collusion de la droite et de la gauche, la réduction de l'Europe au libéralisme, les directives Bolkenstein... introduisaient à l'intérêt de chercher un autre modèle économique... Et à celui d'une nouvelle monnaie.

Expliquer, ré-expliquer pour la Nième fois la monnaie qui s'émet d'un trait de plume, mais non capitalisable, c'était toujours aussi difficile à faire comprendre, mais on y arrivait, ou on croyait y être arrivé, et d'une leçon à l'autre on se sentait progresser.

Un distributiste de la première heure, qui nous a généreusement soutenu jusqu'ici, nous déclare, façon de plaisanter, qu'il a l'impression de perdre son emploi... Sans monnaie de consommation, quel intérêt a-t-il encore à parler distributisme ? Le distributisme sans monnaie est-il encore du distributisme ? Il en a été question dans les deux précédents articles de ce cahier. Je n'y reviens pas. Dans la deuxième partie de la conférence dite de Lançon, qui ne figure pas ici, j'ai argumenté en rappelant l'arrivée de la machine à écrire : ceux

qui abandonnaient l'encre et la plume avaient-ils encore bien le droit de se dire écrivains ? Hé non, bien sûr. L'arrivée des codes-barres supprime-t-il tout comptage ? Pas du tout ! Elle donne au comptage une objectivité bien supérieure et offre des possibilités tout autres et aux retombées sociales et écologiques incomparablement plus justes ! Dans un tout autre ordre, souvenez-vous : quand arriva le moteur à réaction, beaucoup ne reconnaissent plus l'avion. Il permettait pourtant de circuler dans des espaces où l'air se faisait rare et empêchait d'y progresser en le moulinant avec une hélice...

Abolir les profits monétaires ouvrirait des horizons nouveaux à l'écologie et la démocratie.

L'abolition de la monnaie les approfondit.

Ce 21<sup>e</sup> cahier consacre une autre rupture, moins visible mais aussi importante que l'abolition de la monnaie. Au sujet du service social. Elle a été amorcée dès le premier **PROSPER**.

A l'époque, beaucoup d'abonnés du **MAD** de Charles Loriant, et souvent aussi de **La Grande Relève**<sup>18</sup>, n'ont pas suivi, craignant, « sans ça », de passer pour de brillants irréalistes : sans la

<sup>18</sup> Le M.A.D. ou **Mouvement pour l'Autogestion Distributive**, fondé par Charles Loriant, qui avait été désigné pour succéder à Jacques Duboin à la direction de **LA GRANDE RELEVE**. Beaucoup ont désavoué l'éviction de Loriant et étaient abonnés aux deux publications quand **PROSPER** a succédé au M.A.D.

carotte et le bâton du salariat, quel contrôle exercer sur les paresseux ? Ce qui fut alors vécu comme un sabordage n'a pas empêché **PROSPER** de flotter vingt-et-un numéros et d'intéresser une nouvelle génération de lecteurs, qui cherchent d'autres motivations que le salariat pour se rendre utiles à la société et se donner sans compter.

L'intérêt politique, social, économique, de l'hypothèse distributiste n'était nullement asservi au service social ni à sa géniale monnaie de consommation. En les larguant, nous avons allégé le distributisme de deux fétiches. Le premier était retardataire, le second est devenu retardateur.

J'avoue que je considère à présent l'abolition de la monnaie, la comptabilité « matière » intégrale (la traçabilité, les codes-barres), comme une espèce d'*« affaire classée »*. Sachant toutes les recherches qui ont actuellement cours sur ce sujet, le jour où nous abolirons la monnaie, nous aurons le choix entre des dispositifs en place et déjà rodés, comme un architecte fait son choix entre divers modèles d'agencements ou un urbaniste entre différents moyens de transports automatisés, souterrains, etc.

Je continue d'être sensible à la façon dont la vie quotidienne va être transformée par le passage de « l'achat » à l'*« accès »*. Ce cahier, vous l'avez noté, y revient à plusieurs reprises. Je cherche une sortie « par le haut », qui invente, pas tournée vers le rétroviseur.

Relisez, s'il vous plaît, p. 45, le point 7 de la conférence de Lançon.

### *la forme de l'expérience*

Il y est question de *démocratie expérimentale* ou *expériencielle*. De quoi s'agit-il ? De recentrer tout ce qu'on croyait savoir sur « la démocratie » (en distinguant rarement entre démocratie représentative et participative). De recentrer la pensée « sociale » sur l'entreprise, lieu d'expérience par excellence (mais pas le seul !). De repenser l'entreprise, une fois libérée des pesanteurs de la soi-disant « libre entreprise », asservie aux profits et au salariat. De donner un contenu tout différent à une « participation » aujourd'hui « réduite aux acquêts », c'est-à-dire au vote de l'attribution des budgets abondés par les profits monétaires.

L'entreprise-expérience met au centre du dispositif politique un ensemble de questions qui débordent de partout la stricte gestion des ressources humaines et planétaire. Des questions qui ont trait à l'usage même que nous faisons de notre vie, de ce contre quoi nous l'échangeons, des raisons que nous avons d'accepter tel emploi, telle obligation.

On parle beaucoup d'*« expériences »*, on vante « l'expérience » - des professionnels, des

personnes âgées. L'expérience est même à certains égards déjà revendiquée comme un droit. Un âge à a même été assigné l'exercice de ce droit: vingt-et-un ans ! Mais il est encore rarement pensé comme un *droit à l'expérience*, ou quand c'est le cas, la liberté d'essayer y est sanctionnée par l'obligation de réussir. Pour le dire autrement : « l'expérience, ça ne rigole pas »... Pas aujourd'hui en tout cas, où elle a un caractère plutôt tragique, astreinte qu'elle est à des conditions économiques qui la limitent et du fait qu'il faut toujours décider avec ou contre les autres, ou en fonction d'enjeux qui n'ont rien à voir avec ce que vous entreprenez, rarement « pour la beauté ». <sup>19</sup>

### *retournement de situation ?*

Délesté de deux fétiches historiques, servi par l'obligation d'user d'un vocable nouveau (*usologie politique*) pour bien distinguer le distributisme historique, avec monnaie et service social, du distributisme d'aujourd'hui, *sans*, **PROSPER** entame une nouvelle croisière, au moment de la montée en puissance des écologistes de gouvernement..., qui vont prendre la relève des socialistes et des libéraux dans la gestion des profits monétaires, et faire beaucoup, beaucoup espérer...

Retour en arrière...

1973-74 : l'écologie fait son apparition : **La Gueule Ouverte, le Sauvage**, campagne René Dumont<sup>20</sup>...

J'intègre tout naturellement ce que j'estime le but de l'écologie à celui que je donne à mon *engagement*, comme on dit alors, *en faveur* (id.) des *cas sociaux* (ibid.). Si vous maîtrisez les usages qui ravagent l'environnement, vous maîtriserez *a fortiori* ceux qui ravagent la société et reproduisent les hiérarchies sociales !

<sup>19</sup> Nous y reviendrons. J'ai récemment suggéré à deux étudiants (l'un en histoire, l'autre en psycho) d'écrire l'histoire en général et celle de chacun en particulier en prenant pour critère non pas « la conquête de la liberté » mais celle de « l'expérience », qui donnerait un tout nouveau contenu à celui de liberté. La conquête de « l'expérience » se poursuit d'âge en âge à travers d'autres moyens, mais se la représenter dès aujourd'hui comme une « forme » n'est pas sans intérêt.

Un exemple parmi d'autres : la libération sexuelle. En quoi a-t-elle consisté, sinon en la conquête d'une expérience limitée par les tabous religieux, la dépendance matérielle où étaient les femmes envers leurs époux et réciproquement, le contrôle des naissances, etc. La possibilité même d'en parler participait de cette « conquête ».

<sup>20</sup> ...Qui milita au **Mouvement Français pour l'Abondance** (MFA) de Jacques Duboin. Son premier ouvrage (1935) fut publié par les OCIA dirigé par Duboin et le premier livre de cet éditeur !

Si vous saviez comme ils s'en foutaient, du social, les écolos de l'époque ! Et quand enfin ils s'y intéressèrent, dans les années 80, ce fut, dans le sillage du PS (et le niquer), pour montrer que *l'environnement aussi, chers électeurs*, ça pouvait « créer de l'emploi » !

Les abysses du PS en matière de programme ont fini par retourner la situation. Les socialistes vont à leur tour servir de force d'appoint.

Il faut donc s'attendre à voir se multiplier des manifs écolos de proximité, nationales et même internationales. Le peuple écolo y est rodé depuis longtemps et va nous organiser ça festivement !

Nous n'allons pas nous ennuyer. Réglementation « bio », revalorisation des espaces proches, abandon des projets d'autoroutes, d'aéroports... Comptez sur moi ! Ce sera toujours plus intelligent que d'aller prouver, sur la demande des syndicats, qu'ils sont incapables de rassembler et que le pouvoir peut donc compter sur leur faiblesse.<sup>21</sup>

...Jusqu'à ce qu'il devienne enfin patent que toutes ces briques d'espoir mises les unes sur les autres bouchent l'avenir.

### *Fausses espérances et truquages alternatifs*

Ho ? ...des espérances boucher l'avenir ? Il est fou, celui-là ? Il a vu ça où ?

Il le voit.

Qu'est-ce en effet qui empêche les peuples de se révolter ? Qu'est-ce qui leur fait accepter leur servitude ? *L'espoir*.

Tout les modèles sociaux on jusqu'à présent institué un « haut » et un « bas » social, l'espoir de grimper dans la réussite. Quand ils s'essoufflent ? Dans ses marges on voit se créer des espérances de substitution, associées à des « pratiques » qui ne sont évidemment pas sans intérêt mais continuent de distinguer ceux qui étaient promis aux avant-postes et excluent de fait la population des barres et des tours.

« Le système » ? Il vous occupe. Collaboration de face ou de biais. Ce qu'il vous fait espérer vous barricade à l'intérieur. Vous avez le nez sur les améliorations. Ceux qui vous invitent à prendre du recul, vous montrent que vous pourriez faire incomparablement mieux dans un autre cadre ? Qui c'est ceux-là ? Rome ne vous a pas nommés, je ne vous connais pas... Ou à titre d'empêcheur d'alterner en rond.

Quand j'expose l'intérêt d'une économie sans profits monétaires, qui se dresse aussitôt ? Pas du tout les bourgeois qui croient ne rien avoir à craindre pour leur emploi ou leur retraite ! J'ai, violemment contre, des écolos, « alternatifs » et « attaquants ». Ils ont bouché leurs oreilles pendant

tout mon temps de parole et se réveillent. Pas pour m'honorer d'une objection, non : pour parler de *leurs alternatives*.

Puisque j'en présente une, pourquoi pas eux ? Ils ont bien le droit ! Sauf que *leurs alternatives ont pour l'instant pour seul effet d'occuper le terrain en bouchant les failles*.

Résumons. Les écologistes accéderont bientôt aux postes de gouvernement. Mais leur réflexion politique, j'ose le dire (je continue de fréquenter le milieu, j'ai été inscrit chez les Verts un an), est aujourd'hui aussi nulle que celle du P.S.

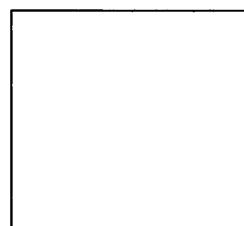
La seule différence entre eux et les socialistes vient de la façon dont ils prennent en compte les problèmes concrets rencontrés par les usagers. Elle aura des effets heureux, je l'ai dit, mais ces effets mêmes bloqueront toute velléité d'approfondissement et **distrairont donc un peu plus longtemps encore des méfaits de l'obligation de faire des profits monétaires**. Ils lui offriront un sursis et en tireront tout le parti possible, et donc en espérant une sortie de crise qui les fera revenir. Et comme ces profits-là ne suffiront pas, ils épouseront bravement les dégâts des prochaines restructurations (le capitalisme « vert » ne les leur épargnera pas) avec de nouveaux déficits publics.

Dans l'état *actuel* (je répète) de leur préparation politique, la substitution des écologistes aux socialistes ne changera rien au fait que ni le socialisme ni l'écologie ne sont solubles dans le libéralisme. Quand la prochaine bulle éclatera, qui sera verte, on oubliera aussi vite les excellentes choses dues aux écolos de gouvernement que les trente-cinq heures et autres qui sauvaient le PS. La rancune qu'ont provoquée les socialistes après leur passage au pouvoir va atteindre des sommets, *et alors ?*

Alors, puisque l'écologie de gouvernement emboîte le même modèle libéral que le PS et l'UMP, aucune raison de ne pas citer Nicolas Sakozy, son président commun. Hier 15 Juin 2009 au Congrès de l'OIT à Genève, il s'horrifie des horreurs libérales. Je l'entends encore : *Ou bien nous aurons la raison, ou bien nous aurons la révolte*. N'est-ce pas bien dit ? Mais « la raison », on l'« aura » où, quand ?

Essayez l'abolition des profits monétaires ! Et celle de la monnaie, pour faire bon poids.

JPL



<sup>21</sup> Allusion à la manif « ratée » du samedi 13.6.09.

# ***PROSPER***

21

2. Présentation du CD 2 (encarté p. 30)

*Vous avez dit anticapitaliste...? Abolir les profits monétaires*

3. AVERTISSEMENT : *la « crise » ne fait que commencer.*

*Elle met en cause la façon même dont le système fonctionne.*

*Elle ne peut être résolue avec les outils qui l'ont créée.*

4-9. ***La sortie D*** - Principes et buts. Actions à prévoir.

10. ***Si on abolit les profits monétaires, le salariat, la monnaie...que devient la production ?***

14-29. ***LES CHEMINÉES « CANON »***

Trois exemples de propositions qui sortent de l'ordinaire...

*« L'après-capitalisme s'invente aujourd'hui »* (Paul Jorion)

*Supprimer l'argent liquide* (Document du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise)

*Le service social* (Jacques Duboin)

31-34 (*pages couleur*)

***DE L'ACHAT A L'ACCÈS -***

*Pour une comptabilité « matière » exclusive*  
choix d'arguments - travaux pratiques

35. **Abolir les profits monétaires et la monnaie**

*texte d'une conférence. A lire attentivement.*

Elle décrit comment fonctionne une économie sans monnaie.

52. ***PROSPER est-il encore distributiste ?***

58. **L'Usologie Politique** : vue cavalière.

61. n°21 : L'âge de la majorité ?

# ***PROSPER***

Les Salles, 30570 – VALLERAUGUE

responsable de la publication: Jean-Paul Lambert

**ISSN : 1621-5540**

courriel : [prosper.dis@wanadoo.fr](mailto:prosper.dis@wanadoo.fr)

WWW : [prosperdis.org](http://prosperdis.org)

*Prix de ce cahier  
(CD inclus)  
9 euros*